

La Jordanie

Un État arabe à l'identité incertaine

La Jordanie est un petit Etat organisé en monarchie constitutionnelle, étendu sur 90 000 kilomètres carrés et comptant 6 millions d'habitants. Il est situé au nord de la péninsule arabique, sur le versant oriental du rift jordanien, la plus profonde faille de la terre. Il est entouré par la Cisjordanie et Israël, à l'ouest, au-delà du Jourdain, par la Syrie au nord, par l'Irak à l'est et par l'Arabie saoudite au sud. Il ne dispose par ailleurs que d'un étroit débouché maritime de 25 kilomètres sur la mer Rouge. Il s'étend sur 380 kilomètres du cours du Yarmouk au nord jusqu'au rivage septentrional du golfe d'Aqaba au sud et sa plus grande largeur atteint à peine 340 kilomètres, entre la frontière israélienne et celle de l'Irak.

Sommaire :

- Le pays et les hommes
- Des lieux chargés d'Histoire
- La Jordanie : création politique, paradoxe géopolitique
- L'espace jordanien avant la Jordanie : des peuplements originels au XXe siècle
- De la Préhistoire à l'Histoire
- Au cœur de l'Orient antique
- Le temps de la domination musulmane : de la conquête à l'époque ottomane
- De l'idée à l'Etat : l'invention de la Jordanie (1914-1946)
- D'une guerre l'autre : flux et reflux du Royaume hachémite (1948-1967)
- Vers la normalisation et la paix avec Israël (1967-1999)
- Le Royaume hachémite après Hussein (1999-2010)

Le pays et les hommes

Le pays, « insolite et difficile » (P. Rondot), est principalement composé d'un vaste plateau désertique et aride à l'est (désert de Syrie), et d'une région occidentale montagneuse où culmine, à 1 754 mètres d'altitude, le Jebel Ramm et où la vallée du grand Rift (fossé du Ghor, ou al-Ghor) et le Jourdain constituent la seule frontière naturelle. Le fleuve qui a donné son nom à la Jordanie coule depuis les montagnes du Liban et de l'Anti-Liban sur une centaine de kilomètres, traverse le lac de Tibériade et atteint la mer Morte, en parcourant une vallée qui constitue la principale région agricole du pays. Au sud de la mer Morte, une dépression sableuse, le Wadi Araba, s'élève progressivement avant de s'affaisser en atteignant le golfe d'Aqaba. A l'est du Jourdain dominant de hauts plateaux calcaires ou gréseux, d'une hauteur moyenne de 1 500 mètres (1 854 m au Jebel Umm al-Dami), profondément creusés par les canyons des rivières Yarmouk, Zarqa, Moujib et Hasa. Entre le Yarmouk et la Zarqa culminent les crêtes boisées de l'Ajloun, tandis qu'entre la Zarqa et le Moujib se succèdent les hauteurs de la Balqa, puis les collines d'Amman, et, plus au

sud, la plaine fertile de Madaba. Entre le Moujib et la Hasa se dressent les hauteurs escarpées de l'ancien royaume de Moab, tandis que, au sud, les contreforts gréseux, plus arides, abritent notamment la ville morte de Pétra. A l'est, le désert couvre les quatre cinquièmes du territoire jordanien : désert noir (basaltique) au nord-est, où se situent Umm el-Jamal et, au milieu d'une vaste oasis, le fort d'Azraq ; désert gris et caillouteux à l'est et au sud-est ; désert aux multiples et lumineuses couleurs enfin, vers le sud : à l'est d'Aqaba en particulier, le Wadi Rum, décrit par le colonel Lawrence dans *Les Sept Piliers de la sagesse*, offre « un dépouillement absolu, la clarté implacable, la ligne dans sa seule pureté [...] comme un poème s'élève de la terre nue » (A.-M. Goichon). La Jordanie est ainsi composée à 80 % de déserts, à 12 % de steppes tout aussi arides, et, enfin, à 8 % de paysages méditerranéens où se concentrent 80 % de la population. Celle-ci est à 98 % arabe – dont 70 % d'origine palestinienne. Les Tcherkesses (Circassiens) constituent la principale minorité ethnique (environ 2 % de la population, où se remarquent également des groupes de Tchétchènes, Turkmènes, Kurdes ou encore Bosniaques). L'islam est religion d'Etat. Selon les estimations officielles, 92 % des habitants sont d'obédience sunnite (et 2 % chiites ou Druzes), tandis que les chrétiens représentent 6 % de la population, pour l'essentiel grecs-orthodoxes, même si la plupart des communautés chrétiennes d'Orient y sont représentées – grecs-orthodoxes ou melkites, latins, protestants, Arméniens, Syriens, chaldéens et assyriens – au sein desquelles on compte de nombreux réfugiés d'Irak ainsi que des maronites d'origine libanaise...). Si le royaume de Jordanie n'a répondu pendant des siècles à aucune définition historique ou politique, les nombreux vestiges archéologiques qui parsèment son territoire témoignent de la variété des peuples qui s'y sont succédé ainsi que de l'ancienneté et de la richesse des civilisations qui ont fleuri sur son territoire depuis la plus haute Antiquité. Araméens, Assyriens, Babyloniens, Perses, Grecs, Romains, Byzantins, Arabes musulmans, croisés latins et Turcs ottomans ont en effet laissé leur marque dans ce pays arabe partagé aujourd'hui entre populations palestinienne et bédouine. Si l'on excepte l'époque contemporaine, les périodes de relative autonomie de la région sont rares (royaumes de Moab, d'Amon et d'Edom, royaume des Nabatéens, principautés franques ou musulmanes pendant les croisades) et ne permettent pas la gestation dans la durée d'un « fait national jordanien ». « Zone de passage aux marges de la grande histoire islamique » (G. Chatelard), Etat tampon ou « royaume frontière » assurant la transition entre le Croissant fertile et la péninsule arabique, à cheval sur deux mondes (méditerranéen à l'ouest, bédouin à l'est), la Jordanie ne pouvait en effet se soustraire à l'antique et tumultueuse géopolitique régionale, au point de constituer aujourd'hui encore « un trait d'union entre le Proche et le Moyen Orient » (A. Renon).

Des lieux chargés d'Histoire

Appelée Rabbath-Ammon dès l'âge de fer, puis Philadelphie à l'époque hellénistique, Amman, l'actuelle capitale du royaume, faisait partie, au nord-ouest du pays, de la confédération de la Décapole, ces « dix cités » principalement situées à l'est du Jourdain comme autant d'avant-postes de la culture grecque en territoire sémitique. Surplombant la ville, la citadelle révèle les ruines des anciennes fortifications, qui vont du Néolithique à l'époque hellénistique, et de la fin de l'Empire romain au développement de l'Islam en Arabie. On peut y identifier plusieurs monuments tels que le temple d'Hercule, l'église byzantine et le palais omeyyade. On trouve, au pied de la citadelle, le théâtre romain, une *cavea* de 6 000 places creusée à même la colline, qui accueille aujourd'hui encore des événements culturels, tout comme l'odéon, un autre théâtre récemment rénové pour y organiser des concerts. Au sud d'« Amman la Blanche » débute la route des Rois qui, vieille de plus de 5 000 ans, traverse, jusqu'à la mer Rouge et au port d'Aqaba, de nombreux sites antiques. La première cité rencontrée est Madaba, « la ville des mosaïques ». Elle conserve la fameuse carte de Jérusalem et de la Terre sainte qui, remontant au VI^e siècle et constituée de deux millions de pièces taillées dans des pierres locales très colorées, représente les collines, vallées, villes et villages, de la Palestine jusqu'au delta du Nil. Au sud - sud-est de Madaba, l'implantation fortifiée d'Umm Ar-Rasas, où s'élève une tour byzantine de 15 mètres de haut, a également révélé des mosaïques particulièrement saisissantes, notamment celles de Saint-Serge et de Saint-Etienne, ces dernières datant de 748 et représentant quinze des principales cités de la région, établies de part et d'autre du Jourdain. On découvre plus au sud, après Kerak et à l'ouest de Maan, au fond d'une

gorge étroite, l'antique cité de Pétra qui constitue l'un des trésors nationaux de la Jordanie, riche de ses centaines de monuments taillés dans la roche et qui est inscrite au Patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO. Plusieurs itinéraires et sentiers grimpent le long des parois du gouffre (ou siq) et révèlent quelque six cents tombeaux rupestres et salles funéraires (nécropole de Gaïa, Trésor ou Khazneh, tombes royales), grottes habitées et niches à bétyle, mais aussi des temples (Qasr al-Bint, temple aux Lions ailés, temple Sud), des bains, des salles de banquets, des portes archées, des rues bordées de colonnes ainsi qu'un théâtre en plein air de 3 000 places et un musée archéologique moderne. Réputée pour sa culture raffinée, son architecture imposante et son système ingénieux de retenues et de canaux d'alimentation en eau, Pétra fut la capitale de la seule civilisation dont le centre de gravité se trouvât dans l'espace jordanien : celle des Nabatéens. Profitant des troubles provoqués par les incursions babyloniennes (Nabuchodonosor s'empare de Jérusalem en 597 av. J.-C.), puis perses, ces nomades issus de la péninsule arabique se sont infiltrés entre le VII^e et le IV^e siècle avant J.-C. sur le territoire du Royaume édomite qui s'étendait au sud de l'actuelle Jordanie. L'effondrement de l'Empire perse consécutif à la conquête de l'Orient par Alexandre le Grand voit leur sédentarisation, au III^e siècle avant J.-C. et ils profitent alors de leur installation au carrefour des routes reliant l'Arabie, la Syrie et l'Égypte pour développer le commerce de la myrrhe, de l'encens et des épices entre le Yémen (« l'Arabie heureuse ») et les rives de la Méditerranée, tout en s'arrogeant le monopole de la production d'asphalte recueilli dans la mer Morte. Forteresse naturelle idéalement située sur les pistes caravanières, Pétra (« roche » en grec) devient la capitale de ce royaume nabatéen, qui réussit à échapper à la mainmise gréco-macédonienne, puis romaine jusqu'à son annexion par Trajan en 106 après J.-C. Il connaît son apogée sous le règne du souverain Arétas IV (de 9 à 40 après J.-C.), s'étendant alors de Bosra, dans le Hauran syrien, à Hégra (Médaïn Saleh), dans le Hedjaz (aujourd'hui en Arabie saoudite), et du Néguev, aux portes de l'Égypte, au Wadi Sirhan, en Arabie, tandis que ses marchands ouvrent des routes commerciales vers l'Inde, le Yémen et l'Éthiopie. Le désert s'étend à l'est et au sud-est d'Amman, jusqu'aux confins de l'Arabie saoudite et de l'Irak. On y trouve de nombreux « châteaux » (*Qasr*) – en fait, d'imposantes structures – qui témoignent de l'architecture et de l'art du début de l'ère islamique. Le raffinement de leurs mosaïques et de leurs fresques, comme de leurs reliefs sur pierre ou de leurs décors en stuc livrent un aperçu saisissant de la vie dans cette région au VIII^e siècle, quand prédomine encore une culture de tradition perse et gréco-romaine. Ces bâtisses du désert, comme al-Mushatta, al-Kharana, al-Tuba ou encore al-Hallabat, avaient différentes fonctions, à la fois économiques, politiques et militaires (stations pour les caravanes, centres agricoles et commerciaux, hôtels ou encore avant-postes des garnisons permettant de contrôler l'activité des bédouins locaux). Quseir amra, l'un de ces monuments les mieux préservés, classé au Patrimoine mondial de l'humanité, est connu pour ses deux pièces pavées de mosaïques colorées et ses murs intérieurs et plafonds ornés de très belles fresques représentant des scènes de chasse et de bain, de vie pastorale, ou encore des athlètes à l'entraînement, des musiciens, des danseurs et des artisans. Vraisemblablement exécutées entre 707 et 715, sous le règne du calife Walid I^{er}, par des artistes locaux (les premiers Arabes musulmans ne possédant pas de tradition picturale), elles constituent l'émouvant témoignage des derniers feux de l'art romain et, plus généralement, de l'hellénisme. Tandis que le fort en basalte noir d'al-Azraq, l'une des stations les plus importantes sur les routes des caravanes, occupé sans interruption depuis l'époque romaine, fut le quartier général de Lawrence d'Arabie pendant la révolte arabe. Une autre série de châteaux, accessibles par la route des Rois, remonte aux croisades. Les plus importantes de ces forteresses en ruines sont celles de Kérak (dite aussi « le crac de Moab », fief de Renaud de Châtillon) et de Shaubak (ou « Montréal »), puissants exemples des traditions architecturales et militaires de l'époque. Leurs galeries, tours et remparts expriment ce que fut la détermination des croisés projetés aux avant-postes des royaumes latins de Terre sainte, face à l'immensité du Dar al-Islam. Ils témoignent surtout de la vocation de « marche militaire » de ce territoire situé aux confins des grands espaces de civilisation qui se trouvaient alors confrontés dans la région. Vocation dont témoigne également le château d'Ajloun (ou Qal'at Ar-Rabad), construit en 1184 par un général de Saladin. Remarquable exemple de l'architecture militaire musulmane, cette forteresse domine, au nord, une grande partie de la vallée du Jourdain dont elle commande l'accès. Surplombant une colline, Ajloun protégeait les voies reliant le sud de l'actuelle Jordanie à la Syrie, et faisait partie d'une chaîne de points d'appui qui sécurisait les communications au sein de l'espace musulman. depuis l'Euphrate

jusqu'au Caire. Au nord - nord-ouest d'Amman, Jérash (Gerasa) constitue, après Pétra, la deuxième destination touristique de Jordanie. Fondée peut-être par Alexandre le Grand sur un site habité depuis plus de 6 500 ans, la cité a connu son âge d'or sous l'Empire romain. Elle représente aujourd'hui encore l'une des villes les mieux conservées de l'antique province d'Arabie, parfaite réussite de l'organisation municipale romaine, riche encore aujourd'hui de ses nombreux vestiges antiques, l'arc d'Hadrien, l'hippodrome, les temples de Zeus et d'Artémis, le théâtre, le forum, la cathédrale du IV^e siècle et l'église Saint-Jean-Baptiste du VI^e. Tout comme Jérash et Amman, Gadara (Umm Qays) et Pella (Tabaqat Fahil), à la frontière nord-ouest du pays, faisaient autrefois partie des cités de la Décapole. La première bénéficie d'une position stratégique, en surplomb de la vallée du Jourdain et du lac de Tibériade, et conserve d'impressionnantes ruines antiques, celles d'un hippodrome et d'un théâtre construit en basalte noir ; Pella, située plus au sud, sur les rives du Jourdain, offre également des vestiges de l'époque romaine, tout en demeurant l'objet d'actives campagnes de fouilles archéologiques portant sur la période du Bronze tardif et de l'âge du fer, le site étant vraisemblablement habité depuis six millénaires. De toutes les anciennes grandes villes du Nord enfin, Umm al-Jamal est la plus orientale, située à la frontière de la grande plaine de basalte désertique, le long d'une route secondaire reliant le centre de la Jordanie à la Syrie et à l'Irak. Elle donne encore à voir les ruines d'une quinzaine d'églises (dont l'une consacrée dès 345), d'un fort romain et de plusieurs portes d'entrée de l'antique cité, ainsi qu'une « caserne » et un mur d'enceinte du IV^e siècle en grande partie conservés. Ville frontière, aujourd'hui ville fantôme, cette ancienne garnison byzantine, sans doute confiée aux Ghassanides, une puissante tribu arabe christianisée, et dont l'urbanisme préfigure les villes orientales, révèle à elle seule la complexité de l'« identité jordanienne ». Quand l'empire des Séleucides, héritiers d'Alexandre le Grand, s'effondra, la Palestine entra dans une période d'effervescence politique qui vit s'opposer Phariséens et Maccabées, tenants d'un judaïsme strict, et les juifs partisans d'une culture intégrant l'hellénisme, au nombre desquels on comptait les Saduccéens et les Asmonéens. La puissante famille des Tobiades, profondément philhellène, possédait depuis des siècles de vastes terres outre-Jourdain. Au II^e siècle avant notre ère, l'un de ses membres, dénommé Hyrcan – à ne pas confondre avec le roi Asmonéen Jean Hyrcan – entreprit de grands travaux de mise en valeur de cette propriété, située à Qasr el Abd, dans la vallée du Wadi Seer : creusement de canaux d'irrigation et aménagement de routes. Au centre de cette grande exploitation, il fit édifier un palais, tout de marbre blanc, qui est le seul édifice connu qui mêle le style hellénistique et les traditions orientales. Le vaste bassin qui l'entourait reflétait alors sa façade sculptée d'aigles aux ailes éployées, ornée de motifs de colombes, et son fronton flanqué de lionnes représentées de manière particulièrement réaliste. Il est vraisemblable que le palais ne fut jamais achevé et abandonné après la mort d'Hyrcan. Il s'effondra en 363, à la suite d'un séisme, mais est actuellement remarquablement restauré.

La Jordanie : création politique, paradoxe géopolitique

De tous les Etats issus du démembrement de l'Empire ottoman au sortir de la première guerre mondiale, le royaume de Jordanie est celui dont la construction apparaît comme la plus artificielle, imposée de façon quelque peu improvisée en 1921 par la puissance tutélaire britannique, et dont le territoire a été le plus mouvant, au point que la question de son existence même a été régulièrement posée. L'histoire de la Jordanie est ainsi paradoxale. C'est celle d'un Etat dont la création, il y a moins d'un siècle, fut tout à fait conjoncturelle, mais dont le territoire est parsemé de sites et de vestiges renvoyant aux plus anciennes civilisations orientales. Celle d'un pays incertain, doutant de sa propre destinée, ouvertement allié aux puissances occidentales – et en l'espèce anglo-saxonnes – sans jamais renier son appartenance à la grande nation arabe ni renoncer à jouer un rôle particulier dans la complexe géopolitique moyen-orientale, stimulé par sa position intermédiaire, mais en première ligne du principal conflit régional, au contact d'Israël et de la Palestine. Espace de transition géographique et culturelle, entre mers et déserts, nomadisme et sédentarité, Orient et Occident, ce pays aux marges de manœuvre des plus étroites se révèle en quête perpétuelle de stabilité et d'équilibre : à ses frontières, en contribuant à la recherche systématique des voies d'apaisement, en particulier avec l'Etat hébreu, au risque d'une certaine

ambiguïté diplomatique ; à l'intérieur du pays, où la population constituée, par vagues successives, majoritairement de Palestiniens, forme un tissu social explosif, travaillé par le nationalisme arabe et le réveil islamiste. L'histoire de la Jordanie semble donc celle d'une difficile affirmation identitaire, autant que celle d'une délicate intégration, tant sur la scène géopolitique régionale qu'au sein même de ses fragiles frontières. A n'en point douter, « le jeune Etat cherche encore sa nation » (A. Renon).

L'espace jordanien avant la Jordanie : des peuplements originels au XXe siècle

Si l'on excepte la période qui voit fleurir le Royaume nabatéen – dont le site de Pétra nous a révélé l'importance – le territoire qui sera celui de la Jordanie contemporaine ne correspond guère, au fil du temps qui s'écoule de l'Antiquité au XX^e siècle, à une réalité historique ou culturelle clairement affirmée. Passé sous l'autorité de conquérants successifs, situé sur les marches orientales de la romanité quand la province d'Arabie Pétrée tirait profit du commerce effectué entre l'Arabie heureuse ouverte sur la mer Erythrée et la Syrie de Palmyre ou d'Antioche, le pays verra ensuite les croisés des Etats latins de Terre sainte établir, face à l'ennemi musulman, un réseau de forteresses qui ne pourront empêcher les victoires de Saladin. Rattachée à l'aire d'influence de la puissance mamelouke constituée au XIII^e siècle en Egypte, la future Jordanie tombe ensuite, au début du XVI^e siècle, et pour quatre cents ans, au pouvoir des Turcs ottomans.

De la Préhistoire à l'Histoire

Vers 450000 avant J.-C. : Multiplication de sites attestant une présence humaine, sans doute bien plus ancienne, de part et d'autre du Jourdain, notamment à Bir Zerqa, sur la rive est, au sud du lac de Tibériade. La première tombe découverte en Jordanie, à Kharaneh (à l'ouest d'Azraq), sera datée du Mésolithique (11000-4000 avant J.-C.). **Vers -10000** : Les premiers paysans s'implantent dans la vallée du Jourdain, au centre du « Croissant fertile » reliant la vallée du Nil à celles du Tigre et de l'Euphrate. **VIII^e-VII^e millénaire avant J.-C.** : Deux des plus anciens villages néolithiques connus ont été mis à jour respectivement à Aïn Ghazal (la « source de la gazelle », près d'Amman) et Beida (ou Baidha), au nord de Pétra. On a découvert sur le site d'Aïn Ghazal de très anciennes figures humaines, des statuettes réalisées à des fins religieuses. Daté de 7000-6800 avant J.-C., Beida est considéré, avec son voisin Jéricho, comme l'un des principaux établissements de la culture dite « natoufienne », caractéristique des débuts de la néolithisation. Des vestiges néolithiques ont également été découverts dans la grande vallée du Wadi Rum, à une centaine de kilomètres au sud de Pétra. **5700-4700 avant J.-C.** : Apparition de la céramique, attestée à Aïn Ghazal. Elle correspond à la période, dite « yarmoukienne », qui voit la mise en place d'une structure sociale rudimentaire, fondée sur la complémentarité entre agriculteurs et éleveurs. **4000-3800 avant J.-C.** : Essor, dans la vallée du Jourdain, du village néolithique d'Abu Hamid. **IV^e millénaire avant J.-C.** : L'apparition de la métallurgie et les progrès de la céramique accompagnent la hiérarchisation politique et sociale croissante des sociétés du Proche Orient, qui se manifeste en particulier sur le site de Tell el-Ghassul (au nord-est de la mer Morte), lequel a donné son nom à la culture villageoise dite « ghassoulienne » correspondant à la deuxième révolution néolithique. **3150-3050 avant J.-C.** : Edification de la ville fortifiée de Bab edh-Drah, sur la presqu'île de Lisan, au sud de la mer Morte. Parfois considérée comme la Sodome biblique, cette nécropole se distingue par sa production de céramiques destinées au mobilier funéraire et comporte de nombreuses tombes creusées dans la roche pour les cérémonies mortuaires. Le premier âge du bronze voit ainsi les répercussions de la révolution urbaine, apparue en Mésopotamie et en Egypte dès le IV^e millénaire, atteindre le sud de la vallée du Jourdain et la lisière occidentale du désert syro-arabique, sans pour autant permettre l'émergence de grandes cités. **Fin du III^e millénaire avant J.-C.** : Les invasions des Amorrites, peuple sémitique de guerriers nomades, qui menacent à la même époque les cités mésopotamiennes, provoquent au Bronze ancien un retour à une civilisation plus pastorale, mais introduisent l'usage de l'écriture.

La population restée sédentaire se concentre dans de rares villages fortifiés (Qala'at Amman, Deir Alla au centre de la vallée du Jourdain, ou encore Pella, qui domine le Nord de cette vallée). A la fin du III^e millénaire avant J.-C., les Amorrites sont répandus dans toute la Syrie, sur les côtes de Canaan et en Mésopotamie (où ils sont peut-être responsables de la chute d'Ur et où une dynastie amorrite s'installe à Babylone au XIX^e siècle avant J.-C.). Ils se fondent dans la population mésopotamienne au Bronze récent, mais demeurent dominants durant cette période dans la région Syrie-Canaan ; Amurru, que les Sumériens désignent comme « l'homme des steppes » est leur dieu tutélaire. L'influence des Amorrites s'estompera au XVI^e siècle avant J.-C., avec la domination militaire égyptienne en Palestine et celle du royaume du Mitanni en Syrie, où s'imposera, au XIII^e siècle avant J.-C., la puissance de l'Empire hittite.

Au cœur de l'Orient antique

Vers 2000 avant J.-C. : Installation de peuples sémitiques sur la rive occidentale du Jourdain, dans le secteur de Canaan, « où coulent le lait et le miel » selon la Bible. II^e millénaire avant J.-C. : Développement de nombreux établissements agricoles, à proximité des points d'eau, au sud-ouest de Maan. Les mines de cuivre et de fer de Maan et du Wadi Araba, à l'ouest de Pétra, attestent également de l'exploitation et du travail du minerai, qui alimentent les fonderies établies de Feynan jusqu'au golfe d'Aqaba. **Vers 1580 avant J.-C.** : Le pharaon Ahmosis s'empare du pays de Canaan et de la Transjordanie. Il se heurte aux Hittites qui – depuis le centre de leur empire situé en Anatolie - dominant alors la Syrie. Après la bataille de Qadesh (-1285), la frontière entre les empires hittite et égyptien se fixe au nord du lac de Tibériade : la Palestine et la Syrie, dont l'actuelle Jordanie est une région, sont dirigées pour plus de trois siècles par des gouverneurs locaux aux ordres des pharaons. **Vers 1200-1000 avant J.-C.** : Début de l'âge du fer. Alors que les grands empires dominant la Méditerranée orientale s'effondrent ou refluent face à l'irruption des « Peuples de la mer », le territoire correspondant à la Jordanie actuelle est partagé entre plusieurs royaumes distincts, mais gouvernés par des tribus apparentées par leur usage de langues sémitiques. Au nord, les Ammonites, des Araméens venus du Nord de l'Arabie par la Mésopotamie, établissent leur capitale à Rabbath Ammon (Amman). Les Araméens sont à l'origine une population d'éleveurs nomadisant de part et d'autre du Moyen Euphrate. Ils vont – à la fin du XII^e siècle, à la faveur de l'effondrement de l'Empire hittite, déborder de leur aire d'origine pour se répandre vers l'est et l'ouest où ils vont créer plusieurs principautés qui coexisteront ultérieurement avec les petits royaumes néo-hittites du début du premier millénaire avant J.-C. Quand leur pouvoir politique s'effacera, ils laisseront à toute la région l'usage de leur langue. Les Ammonites, qui font partie des Araméens de l'Ouest, sont connus par les fouilles archéologiques effectuées dans le Nord de la Jordanie, des inscriptions et les textes bibliques et assyriens. Leur ancêtre éponyme serait issu de l'inceste entre Loth et l'une de ses filles. Une fois établis en Canaan, les Hébreux se heurtent à eux à plusieurs reprises. Installé à Rabbath Ammon, le roi Nahash est contemporain, vers 1030 avant J.-C., de l'Hébreu Saül et il combat contre ce dernier. Son fils, Hanun, règne sur Ammon quand David fait assiéger sa capitale. Après la prise de la ville, il semble que David place sur le trône l'autre fils de Nahash, Shobi. Après être tombés dans la sphère d'influence assyrienne, les Ammonites deviennent sujets des Babyloniens au VI^e siècle avant J.-C. et, ensuite, des Perses et de leurs successeurs grecs et romains. Etablis au centre de l'actuelle Jordanie, les Moabites occupent alors les régions montagneuses situées au sud de la mer Morte. Leur royaume est vaincu par David avant de tomber, au VIII^e siècle avant J.-C., sous la domination assyrienne, avant de passer sous celle de Babylone, des Perses, des Ptolémées égyptiens, des Séleucides de Syrie, des Romains et des Byzantins. Les Edomites, établis au sud-est de la mer Morte, connut une histoire identique. A la suite de la division du royaume des Israélites après la mort de Salomon, Edom peut se constituer vers 845 avant J.-C., en un royaume qui s'enrichit grâce à ses activités commerciales et maritimes à partir du port d'Ezion Gaber (Eilat) au fond du golfe d'Aqaba. Le roi d'Edom Kaushmalaku devient tributaire de l'Assyrie vers 730 avant J.-C. et le royaume passe ensuite sous la domination du Babylonien Nabuchodonosor dont le successeur, Nabonide, met fin au royaume en prenant et en incendiant Buseira, sa capitale. L'âge du fer II-B (925-720) correspond ainsi à la période des royaumes d'Israël et de Juda, et, à

l'est du Jourdain, de ceux d'Ammon, Moab et Edom, caractéristiques d'une culture demeurée pour l'essentiel pastorale, appuyée sur des réseaux de petits établissements fortifiés. **VIII^e siècle avant J.-C.** : Appelé en 734 par le roi Achaz de Juda, confronté à une coalition d'Édomites, d'Araméens et de Philistins, le roi d'Assyrie écrase ces derniers et s'empare de Damas, Gaza, Ammon et du Nord de la Palestine. Israël est soumis en 722, ce qui permet à sa rivale Ammon de connaître une brève période de prospérité. En 711, une révolte des royaumes d'Edom, Juda et Moab échoue à remettre en cause la suprématie assyrienne, qui s'impose pour près d'un siècle dans la région. Elle sera suivie, du VI^e au IV^e siècle, de la domination des Babyloniens, puis des Perses. **587 avant J.-C.** : Destruction des royaumes de Juda et d'Ammon par Nabuchodonosor. Le souverain babylonien met fin à l'indépendance des royaumes de Juda et d'Ammon, et facilite la pénétration des nomades d'Edom, ce qui engendre un processus de déstructuration urbaine. Le royaume édomite occupe ainsi, au VII^e siècle, la région montagneuse au sud du Wadi al-Hasa, l'ancien Zered (établissements d'Umm al-Biyara, la montagne massive dominant le centre de Pétra, et de Tawilan, au sud-est de la ville). A la fin du VI^e siècle, alliés de Babylone, les Édomites se verront attribuer la région d'Hébron, où ils s'installent. Mais la fin du VI^e siècle avant J.-C. voit la fin du Royaume édomite. Le Sud de la Judée et le Nord du Néguev forment alors l'Idumée où viennent s'installer progressivement, à l'époque perse, des tribus arabes que Cambyse récompense ainsi pour avoir ravitaillé ses troupes lors de leur marche vers l'Égypte en 525 avant J.-C. **Seconde moitié du I^{er} millénaire avant J.-C.** : Développement en Arabie du Sud, ou « Arabie heureuse », de différents royaumes d'où proviennent des denrées précieuses (myrrhe, encens, épices et aromates) exportées dans tout le Bassin méditerranéen depuis le port de Gaza. **VII^e-IV^e siècle avant J.-C.** : Les Nabatéens, des nomades issus de la péninsule arabique, s'infiltrèrent dans les territoires édomites (Sud de la Jordanie). Ils s'affirment dès le III^e siècle comme une importante puissance régionale, tirant leur richesse du contrôle des voies commerciales acheminant les produits précieux en provenance de l'Arabie heureuse vers la Méditerranée, tout en s'arrogeant le monopole de la production d'asphalte recueilli dans la mer Morte. Siège de la cour et de l'administration royales et centre de multiples activités, leur capitale, Pétra, devient une ville de plusieurs milliers d'habitants qui va se couvrir de monuments témoignant, en particulier au I^{er} siècle avant et I^{er} après J.-C., de la puissance et de la richesse ainsi acquises. La région de Pétra était occupée depuis longtemps : le site de Baidha, situé au nord, correspond à l'un des plus anciens établissements néolithiques de la région et les Édomites étaient déjà installés, aux VIII^e et VII^e siècles avant J.-C., à Tawilan et au sommet du haut massif tabulaire d'Umm al-Biyara, au sud-est de la ville antique. **312 avant J.-C.** : Le diadoque Antigone le Borgne – qui tente vainement de restaurer à son profit l'empire d'Alexandre, mais ne parvient à s'imposer qu'en Asie Mineure et en Syrie avant d'être vaincu en 301 avant J.-C. à la bataille d'Ipsos – perd un général (Athénaios) et 4 000 hommes en tentant, en vain encore, de soumettre les Nabatéens, auxquels il escomptait faire payer la taxe en nature (aromates) précédemment versée aux Perses. L'expédition contre Pétra est connue par la description détaillée qu'en a donnée Diodore de Sicile. Le Royaume nabatéen va bénéficier des conflits opposant les royaumes hellénistiques lagide (d'Égypte) et séleucide (de Syrie). **246 avant J.-C.** : Règne du Lagide Ptolémée II Philadelphie, qui rebaptise Rabbath-Ammon « Philadelphia », et affirme ainsi la mainmise égyptienne sur la région. **III^e siècle avant J.-C.** : Les Nabatéens fondent dans le Hauran la ville de Bosra, à côté de la ville grecque de Dionysias. **198 avant J.-C.** : Le roi séleucide Antiochos III chasse les Lagides de Phénicie et du Nord de la Jordanie. Les Séleucides occupent ainsi pour un siècle la cité de Gadara, fondée par Alexandre le Grand en surplomb du lac de Tibériade, qui permet de contrôler les vallées du Yarmouk et du Jourdain, ainsi que le plateau du Golan. Prise par les Nabatéens, puis par les Romains qui la rattachent à la province de Syrie, elle connaît une longue période de prospérité, se couvre de monuments (théâtre, thermes, *nymphaeum* dédié aux déesses de l'eau...) et se fait connaître par ses poètes et ses philosophes, dont l'épicurien Philodème (110-40). Conquise par les musulmans en 636, elle sera oubliée jusqu'à la fondation de la ville ottomane d'Umm-Qais, à la fin du XIX^e siècle. **168 avant J.-C.** : Révolte des Macchabées, soutenue par les Nabatéens, contre le souverain séleucide Antiochos IV. Elle va entraîner l'établissement en Judée d'un royaume, dirigé par la dynastie des Asmonéens. **128 avant J.-C.** : Les Séleucides perdent le contrôle de la Mésopotamie, qui passe sous la domination des Parthes. Le trafic de l'encens se

trouve donc détourné vers l'ouest, ce qui profite aux Nabatéens. **93 avant J.-C.** : Le souverain nabatéen Obodas I^{er} (96-85 avant J.-C.) reconquiert Gaza, débouché maritime des caravanes nabatéennes, enlevée par le roi hasmonéen de Judée Alexandre Jannée vers -100 (cf. Flavius Josèphe, *Antiquité juives*, l. XIII et XIV). **87 ou 85 avant J.-C.** : Bataille de Qana J-C Obodas I^{er} défait et tue le roi séleucide Antiochos XII, mais meurt des suites de ses blessures. Il est enterré dans le Néguev, sur le site de la future Oboda (Avdat) et reçoit, selon un usage hellénistique, le nom d'Ilaha (Dieu). Une telle distinction rend compte du caractère tout à fait exceptionnel qu'a revêtu la victoire d'un petit roi arabe sur un souverain séleucide qui apparaissait jusque-là comme l'un des maîtres de l'Orient. En 82, son successeur Arétas III Philhellène bat Alexandre Jannée à Adida, dans le Nord. La Nabatène s'étend ainsi jusqu'à Damas, en Syrie, mais le conflit avec la Judée se terminera par la défaite des Nabatéens, qui perdront les ports de la Méditerranée (Gaza, Raphia, Rhinocolure) ainsi que douze villes de Moab et du Néguev. **85-62 avant J.-C.** : Règne d'Arétas III « Philhellène ». C'est sous son règne que les Romains apparaissent, en -66, dans la région, à un moment où Arétas III s'est allié à Hyrcan, le frère et rival du roi de Judée Aristobule qui va bénéficier du soutien de Scaurus, envoyé de Pompée et premier gouverneur de la province de Syrie. **78 avant J.-C.** : Destruction par le souverain asmonéen Alexandre Jannée de la cité de Pella. La conquête de la région par Pompée (65-63) permettra cependant la restauration de la ville, où se réfugiera la communauté judéo-chrétienne de Jérusalem en 66 après J.-C., au moment de la première révolte juive contre Rome. **64 avant J.-C.** : Le général romain Scaurus, qui avait contraint Arétas III à lever le siège de Jérusalem, marquant ainsi l'entrée de Rome sur la scène politique régionale, tente d'annexer la Nabatène, mais doit se contenter du versement d'un tribut de 300 talents d'argent. Le gouverneur de Syrie Gabinius connaîtra le même insuccès neuf ans plus tard. **47 avant J.-C.** : Le roi de Nabatène Malichos I^{er} porte secours à César, en difficulté en Egypte. Son attitude équivoque lors de l'invasion de la Syrie par les Parthes (41-38) obligera cependant Antoine à envoyer contre lui le roi de Judée Hérode, qui lui inflige une lourde défaite. **34 avant J.-C.** : Antoine enlève au roi nabatéen Malichos des territoires fertiles proches de la mer Morte pour les offrir à Cléopâtre. **31 avant J.-C.** : Nouvelle défaite nabatéenne face à Hérode, près de Philadelphie (l'actuelle Amman). **2 septembre 31 avant J.-C.** : La bataille d'Actium marque la victoire définitive d'Octave sur Antoine. Le Nabatéen Malichos I^{er} s'assure les bonnes grâces du futur Auguste en faisant brûler les navires de la flotte de Cléopâtre, réfugiés dans le golfe de Suez. **30-9 avant J.-C.** : Règne en Nabatène du roi Obodas III. Il voit la construction (ou la reconstruction) du Qasr al-Bint, le temple le plus important de Petra. Quand le roi meurt, peut-être empoisonné du fait des intrigues de son ministre Syllaios, la succession s'avère difficile mais c'est finalement Aénée qui s'impose et prend le nom royal d'Arétas IV. **26-25 avant J.-C.** : Afin de pouvoir disposer librement des richesses de l'Arabie heureuse (le Yémen), Auguste y envoie 10 000 hommes, dont un millier de Nabatéens, conduits par le préfet d'Egypte Aelius Gallus et guidés par Syllaios, ministre du roi Obodas III. Malgré l'échec de l'expédition, qui n'atteint pas l'objectif qui lui a été fixé (la conquête des régions concernées), les Romains vont réussir à détourner une partie du commerce des épices vers le port de Myos Hormos, sur la côte égyptienne de la mer Rouge, et vers Alexandrie. A la fin du siècle, la montée en puissance de Palmyre va fragiliser l'économie du Royaume nabatéen. **9 avant J.-C.-41 après J.-C.** : Règne du roi nabatéen Arétas IV qui voit l'apogée du royaume, marqué par la construction, à Pétra, de nombreux monuments et la réalisation des tombes de Hégra (Madain Saleh), un poste frontière établi à la limite méridionale de la Nabatène. **40-71 après J.-C.** : Règne de Malichos II. Mentionnée dans le *Périple de la mer Erythrée*, Pétra demeure un centre commercial très actif, mais c'est surtout le Néguev qui se développe alors. **70** : Des contingents nabatéens envoyés par le roi Malichos II participent à la prise de Jérusalem par Titus. Il en sera de même lors du siège de Massada trois ans plus tard. **71-106** : Règne de Rabbel II qui encourage le développement de l'agriculture dans le Néguev et le Hauran. Alors que Hegra décline dans le Sud, c'est le Nord du royaume qui se développe, ce que traduit l'installation à Bosra d'une seconde capitale, même si les constructions se poursuivent à Pétra. **106** : Soumission des Nabatéens par Trajan. Cornelius Palma, gouverneur de Syrie, occupe Pétra. Rattaché à l'Empire (au sein de la province d'Arabie ou *Arabia Petraea*, dont la capitale est fixée à Bosra, dans le Hauran syrien), le royaume de Pétra décline et disparaît, mais la cité marchande reste un temps florissante (comme en témoigne l'arc de triomphe du Siq), tout comme le port d'Aqaba. Claudius Severus est, de 107 à 115, le premier gouverneur de la province d'Arabie. Il est confronté, en 113-114, à d'importants séismes qui

affectent la Palestine et l'Arabie. Le Jourdain constitue, à l'ouest, la frontière de la nouvelle province, qu'il sépare de la Judée-Palestine. Au nord, les hauteurs du Hauran fixent la limite avec la Syrie, avant d'être rattachées à l'Arabie sous Septime Sévère. Au sud-ouest, le Néguev et le Sinaï sont occupés au cours du II^e siècle alors qu'au sud-est, les limites demeurent difficiles à établir. Les oasis du Hedjaz sont contrôlées, mais les déserts orientaux sont simplement sillonnés par des patrouilles qui peuvent pousser jusqu'au golfe Persique. C'est la 3^e légion de Cyrénaïque qui occupe – peut-être en alternance avec la 6^e légion Ferrata – cette région périphérique de l'Empire où elle a établi son camp à Bosra. La légion proprement dite est renforcée par des ailes mobiles de cavaliers ou de méharistes – dont beaucoup recrutés en Gétulie, en Afrique du Nord – aptes à poursuivre les nomades pillards. Une ligne de postes et de forts installés à hauteur de la via Nova Trajana aménagée à l'ouest constitue un « limes du désert », complété par des points d'appui avancés chargés de la surveillance des oasis de l'Est. Les Safaïtes de l'Est demeurent généralement tranquilles et ce sont surtout les nomades nabatéens du Sud que les Romains doivent tenir en respect pour éviter qu'ils ne viennent lancer leurs razzias contre les paisibles sédentaires installés dans les campagnes cultivées ou dans les villes de la province. Celles-ci accueillent les notables importants et les plus grandes d'entre elles sont regroupées au sein de la « Décapole » (« dix villes ») dont Héliopolis, Philadelphie devenue Amman, Gerasa, Bosra ou Pétra. **111-115** : Organisation de la via Nova Trajana, qui traverse la Jordanie du nord au sud, reliant Bosra à la mer Rouge, mais contournant Pétra. Les anciennes liaisons routières sont par ailleurs réorganisées, entretenues et surveillées, l'ensemble du réseau routier de la province d'Arabie étant intégré à celui de l'Empire, dont il va respecter les normes techniques. La période romaine va ainsi se caractériser par un phénomène général d'organisation et de structuration de l'espace jordanien, portant aussi bien sur les villes que sur les campagnes, les zones steppiques et désertiques restant, en général, en marge de ce phénomène. **131** : Passage de l'empereur Hadrien à Pétra. Une monnaie romaine commémore cette visite (*Hadriana Petra Metropolis*). **218-222** : Règne d'Elagabal, qui fait de Petra une colonie, Augstocolonia Petra Antoniana. **244-249** : Règne de l'empereur Philippe l'Arabe, né à Shahba-Philippopolis, un village au nord de Bosra, dans le Hauran syrien. Il entretient une relation épistolaire avec Origène d'Alexandrie, et Eusèbe de Césarée affirme qu'il fut le premier empereur « chrétien ». **Milieu du III^e siècle** : L'activité d'Origène permet d'attester l'existence, en Arabie, de communautés chrétiennes agitées par des débats doctrinaux. Prêché dans la province de Palestine, le christianisme pénétra ces régions – fréquentées, selon l'Évangile de saint Jean, par Jean-Baptiste et par Jésus – dès le I^{er} siècle de notre ère. Des Arabes sont, de plus, mentionnés à Jérusalem parmi ceux que saint Pierre a convertis le jour de la Pentecôte, et l'apôtre Paul a séjourné quelque temps en Arabie. Confronté à des hérétiques, Origène peut ainsi convaincre d'erreur l'évêque Bérylle de Bosra, qui considère que le Christ n'avait pas de divinité propre mais seulement celle du Père demeurant en lui. Il en va de même avec l'évêque Héraclide, jugé hérétique en 244 ou 249. Ces interventions d'Origène, considéré comme un expert en théologie, révèlent l'existence de communautés chrétiennes déjà importantes. La région apparaît par ailleurs comme un refuge pour les chrétiens menacés lors de la persécution de Dèce (244-250). La tradition chrétienne a transmis les noms de plusieurs martyrs originaires de la province d'Arabie : Therenio et Inos à Bosra, Zénon, Théodore, Mokimos et Salama à Philadelphie... **267-273** : Le règne de Zénobie marque l'apogée de l'éphémère « Empire syrien » qui, fondé autour de la ville de Palmyre face à la menace des Sassanides, s'étend de la Syrie à l'Égypte en comprenant une partie de l'Asie Mineure. L'Arabie romaine est occupée durant la révolte de Zénobie contre Rome. Épouse d'Odeinat de Palmyre assassiné en 266-267, Zénobie a assuré la succession comme reine, avec son fils Wahballat, dont les titres manifestent – à la mort de l'empereur Claude II (270) – qu'il s'octroie de très larges pouvoirs. La mère et le fils se font même représenter sur des monnaies avec les titres d'empereur et d'impératrice. Une usurpation brisée par la volonté d'Aurélien dont les troupes battent celles de Zénobie à Antioche, Emèse et Palmyre. **295** : L'empereur Dioclétien rattache Pétra et le Néguev à la province de Palestina Salutaris ou Palestine troisième, qui s'étend jusqu'à la vallée de l'Arnon, l'actuel Wadi Mujib. Persécution de chrétiens à Pétra. L'Église d'Arabie s'est surtout affirmée dans les villes. **III^e siècle** : La destruction de la cité syrienne de Palmyre favorise l'apogée de sa rivale méridionale Gérésa (Jérash, à une cinquantaine de kilomètres au nord d'Amman), l'une des cités les plus solidement fortifiées de la province romaine d'Arabie au IV^e siècle. **324** : Etablissement

de l'empereur Constantin à Byzance qui, rebaptisée Constantinople, deviendra en mai 330 la seconde capitale de l'Empire. Sous l'Empire romain d'Orient, qui deviendra « byzantin » au cours du VI^e siècle, le territoire jordanien ne présente toujours pas d'unité politique ou administrative : la moitié nord relève de la province d'Arabie, sensiblement réduite et centrée sur la Syrie, la vallée du Jourdain forme la Palestine première, tandis que la partie au sud de la mer Morte, comprenant les déserts du Néguev et du Sinaï, constitue la Palestine troisième, avec, pour métropole, Pétra. La Palestine seconde occupe pour sa part la rive ouest du Jourdain, au sud du lac de Tibériade. **325** : L'Eglise d'Arabie envoie au concile de Nicée six évêques dont, au premier rang d'entre eux, Nicomaque, celui de Bosra, la métropole civile. Là où Beryllos a été, dans la première moitié du III^e siècle le « premier évêque des Arabes ». Les évêques de Philadelphie, d'Airé en Batanée, d'Esbus et de Dionysias l'accompagnent, mais aussi des prélats venus de gros villages comme Coraiatha (proche de Madaba, l'actuel Al-Qurayat, dont Eusèbe nous dit qu'il fut le premier village de la province entièrement converti au christianisme). Malgré sa situation à la périphérie de l'Orient romain, la province d'Arabie n'est pas à l'écart de la Chrétienté et des pèlerins viennent y visiter ses lieux saints : le tombeau de Job à Carnéas dans le Hauran, celui de Moïse au mont Nébo ou la source miraculeuse de Gerasa. L'évêque de Bosra, Titus, rédige alors un traité contre les manichéens. La province n'est pas épargnée par la floraison des hérésies, connues par le recueil hérésiologique d'Epiphane, ainsi trouve-t-on les anticomarianites – qui ne croient pas à la virginité perpétuelle de Marie – et, à l'inverse, les collyridiennes, qui la vénéraient comme une déesse lors de cérémonies auxquelles seules les femmes étaient admises. **361-363** : Règne de l'empereur Julien, dit « l'Apostat », qui voulut chasser de Bosra l'archevêque Tite, qui lui était opposé. L'archevêque Antipatros illustre ensuite le siège métropolitain. **363** : Un violent tremblement de terre frappe Pétra et sa région. **395** : Création de la Provincia Arabia Salutaris.

Début du V^e siècle : Le moine syrien Barsauma met fin à la survivance des cultes païens à Pétra, qui devient l'un des quinze sièges épiscopaux de la région. Désormais christianisée, celle-ci connaît à cette époque la paix et la prospérité. **451** : Le concile de Chalcédoine crée le patriarcat de Jérusalem, mais le métropolitain de Bosra et ses évêques demeurent dépendants du patriarcat d'Antioche, au nord de la Syrie. **502** : Une alliance est conclue entre l'empereur Anastase et Tha'laba ibn Amr, le chef de la confédération arabe des Banu Ghassan. Ces Arabes chrétiens reçoivent mission de défendre l'Arabie romaine contre les tribus arabes chrétiennes (Lakhmides) alliées à l'Empire perse sassanide et contre les pillards nomades, toujours menaçants au sud. Allié des Romains, celui qui reçut alors le titre de « phylarque » était, en même temps, le chef reconnu de la confédération tribale et le commandant des troupes auxiliaires combattant aux côtés de l'armée impériale pour assurer le contrôle de la zone frontalière. **528** : Successeur de Tha'laba, Jalaba est tué en combattant les Banu lakhm (Lakhmides) qui étaient des Arabes chrétiens alliés des Perses. Son fils Arétas (Harith ibn Jabala) lui succède et mène une campagne victorieuse en territoire perse. Justinien l'élève en 529 au rang de roi des Arabes, en lui accordant le titre de « Patrice », une distinction exceptionnelle que Procope de Césarée commente en faisant valoir que l'empereur a voulu donner à son allié une autorité comparable à celle dont bénéficiaient ses adversaires arabes alliés aux Perses, qui leur avaient accordé le titre de roi. **542** : Réalisation, dans l'église Saint-Georges de Madaba, de la « carte de la Palestine » constituant l'un des vestiges les plus remarquables de l'âge d'or de la mosaïque byzantine dans la région. La civilisation byzantine connaît son apogée à cette époque, qui correspond au règne de Justinien (527-565). C'est au cours de ce même VI^e siècle que onze églises sont édifiées à Gerasa (Jérash), ce qui témoigne de la vitalité du christianisme en ces régions. **554** : Arétas bat les Lakhmides à Chalcis-Qinnasrin, au sud-est d'Alep. Une victoire qui aboutit à la conclusion d'une trêve en 557, puis à la signature de la paix avec l'Empire sassanide en 561. Ce qui vaut à Arétas d'être triomphalement accueilli à Constantinople en 563. L'Arabie byzantine va pouvoir profiter d'une longue période de paix et de prospérité. Sur le plan religieux, elle connaît l'affrontement entre monophysites et chalcédoniens, qui s'opposent à propos de la nature du Christ, mais les rois arabes ralliés au monophysisme jouent alors un rôle plutôt modérateur. **569** : Mort d'Arétas, auquel succède son fils Al Mundhir (Alamundaros) qui inflige une nouvelle défaite aux Arabes alliés aux Perses, mais l'empereur Justin II lui refuse son aide et ordonne même de le faire assassiner. Informé, Al Mundhir se retire dans les steppes proches du désert et laisse les Lakhmides envahir le territoire byzantin où ils poussent, en 573, jusqu'à Antioche. La ville d'Epiphanie (Hama) est incendiée. En 575, Al Mundhir se rapproche de l'empereur byzantin et conduit une campagne victorieuse contre Hira, la

capitale des Lakhmides, qui est incendiée. En 580, le roi arabe est reçu à Constantinople par l'empereur Tibère II, mais il entend ensuite se poser en arbitre de la querelle religieuse entre monophysites et chalcédoniens, ce qui est interprété par l'empereur comme une trahison. Il est arrêté et détenu à Constantinople. En 582, il sera envoyé en Sicile avec son fils Nu'man qui, confronté à l'arbitraire impérial, s'est révolté pour de bon. Ces événements marquent la rupture de l'alliance contractée entre Byzantins et Arabes ghassanides. La confédération tribale est dissoute et de nombreux Arabes rejoignent alors le camp perse. Une rupture lourde de conséquences puisqu'elle peut expliquer, au moins en partie, les conquêtes ultérieures des Perses en 614 et des Arabes musulmans en 636 qui ne rencontrent pas de résistance sur une frontière devenue presque totalement « ouverte ». **611-629** : Invasion, des Perses sassanides commandés par Chosroès II. Ils sont finalement refoulés par l'empereur byzantin Héraclius, mais la région est très éprouvée par ces luttes et se trouve fragilisée au moment où les fidèles de Mohammed vont réaliser leur « sortie d'Arabie ».

Le temps de la domination musulmane : de la conquête à l'époque ottomane

631 : Les habitants d'Udhruh, à l'est de Pétra, se soumettent au prophète Mohammed, et l'ancienne capitale nabatéenne tombe rapidement aux mains des envahisseurs. **635** : L'antique Rabbath Ammon, rebaptisée Philadelphie depuis l'époque hellénistique, reprend naturellement son nom sémitique d'Amman en tombant aux mains des Arabes musulmans, la même année que Jérash. La conquête musulmane est achevée en 636, après la défaite byzantine sur le Yarmouk, même si le calife Omar ne s'empare d'Aqaba qu'en 639. **661-750** : Sous l'Empire omeyyade, dont la capitale est fixée à Damas, la région est divisée en deux grandes circonscriptions militaires : Filastin (Palestine) et Urdunn (Jourdain). La conquête islamique n'affecte d'abord que la structure politique, les campagnes au peuplement araméen demeurant longtemps chrétiennes. Des membres de l'aristocratie régnante y possèdent des domaines, comme celui d'al-Fudayn, à Mafraq (au nord-est d'Amman). La région se couvre également de châteaux forts qui sont souvent des centres d'exploitations agricoles comme Qusair Amra, aux portes du désert. **VIII^e siècle** : Une série de tremblements de terre, en particulier en 747, achève de détruire l'antique cité de Jérash, sérieusement éprouvée depuis deux siècles par les conquérants byzantins, perses puis musulmans. Une nouvelle forteresse édifiée par l'atabeg de Damas sera détruite au XII^e siècle par les croisés. **748** : Destruction d'Umm al-Jamal par un tremblement de terre. **749** : Après un premier tremblement de terre en 717, Pella subit un nouveau séisme particulièrement ravageur. La ville ne se relèvera plus, mais y subsistera une occupation humaine au cours des périodes abbaside et mamelouke. **750** : Les Abbassides succèdent aux Omeyyades et établissent à Bagdad le centre de gravité de la puissance musulmane. **IX^e siècle** : Fondation d'Ajlun (Qal'at Ar-Rabad) sur un site stratégique dominant la vallée du Jourdain et permettant de surveiller les monts de Judée, le mont Thabor, le plateau du Golan et l'ancienne ville de Gadara (Umm-Qais). Destinée à devenir la capitale d'une province musulmane de « Grande Syrie », elle sera dotée, au XII^e siècle, d'une imposante forteresse chargée de bloquer l'avancée des croisés vers l'intérieur du pays. Détruite par les Mongols au XIII^e siècle, puis utilisée par les Mamelouks comme grenier à grains, elle sera de nouveau érigée en base militaire par les Ottomans au XVI^e siècle avant que ces derniers ne lui préfèrent finalement la forteresse de Damas. **1100** : Alors que Godefroy de Bouillon n'était qu'« avoué du Saint-Sépulcre », son jeune frère Baudouin, qui lui succède à sa mort, se fait couronner roi, à Bethléem. Véritable fondateur du royaume latin de Jérusalem (1118-1187), Baudouin I^{er} en repousse progressivement les frontières « Oultre-Jourdain ». **1115** : Baudouin I^e de Jérusalem fait construire à Shaubak – au sud de la mer Morte et au nord de Petra – la forteresse de Montréal, qui doit surveiller le Derb el Hadj, la route du pèlerinage, héritière de l'antique via Nova Trajana. Munie de trois enceintes, la forteresse sera prise par Saladin en 1188. **1142** : Le croisé Payen le Bouteiller décide de construire la forteresse du crac de Moab, imposante citadelle dont les ruines et, surtout, les souterrains se donnent encore à voir dans la ville actuelle de Kérak, à une centaine de kilomètres au sud d'Amman. Ces forteresses permettent aux croisés de contrôler la voie commerciale qui relie Jérusalem à la mer Rouge. **1161** : Lors d'un échange entre le roi Baudouin III de Jérusalem et Philippe de Milly, seigneur de Naplouse, ce dernier cède au roi cette ville et les

territoires qu'il possède à proximité et près de Tyr. En contrepartie, le roi lui remet Montréal, Kérak, Ahamant (Amman) et tout le territoire situé entre le Nahr Zerqa (au nord d'Amman) et la mer Rouge. Le tout forme un domaine important, riche en ressources et permettant de contrôler les caravanes venues des rives de la mer Rouge. **1165** : Philippe de Milly abandonne son fief pour entrer dans l'ordre du Temple. Son héritière, Etiennette de Milly, veuve d'Onfroi de Toron, puis de Milon de Plancy, est finalement mariée en 1176 à Renaud de Châtillon, « chevalier sans peur mais non sans reproche » qui s'illustre en 1177 en prenant une large part à la victoire remportée sur Saladin à Montgisard par le roi Baudouin IV le Lépreux. **1181** : Renaud de Châtillon, malgré la trêve conclue, razzie une caravane musulmane passant à proximité de Kérak, ce qui conduit Saladin à attaquer le royaume de Jérusalem. Renaud riposte en lançant sur la mer Rouge plusieurs navires qui attaquent et pillent les navires musulmans ainsi que les ports installés sur les deux rives, en Nubie aussi bien qu'au Hedjaz ou au Yémen. Ces pirates sont finalement défaits, pris et exécutés par les Musulmans mais, en 1183, Saladin vient assiéger le crac de Moab. L'arrivée de renforts conduits par Baudouin IV l'oblige à renoncer, mais il récidive en 1184, pour subir un nouvel échec. **1187** : Renaud de Châtillon s'en prend de nouveau à une caravane musulmane et refuse, malgré la demande qui lui en est faite par le roi de Jérusalem Guy de Lusignan, de restituer les biens volés. Furieux, Saladin attaque le royaume de Jérusalem. Victorieux à Hattin, près du lac de Tibériade, il fait exécuter Renaud de Châtillon qui a été fait prisonnier. Ce n'est cependant qu'en novembre 1188 que Saladin parvient à s'emparer de Kérak où les défenseurs lui opposent une résistance farouche. La place de Montréal résiste, elle, jusqu'en mai 1189. C'est ainsi que se termine l'histoire de la Terre d'Oulre-Jourdain commencée en 1100 avec le voyage de reconnaissance effectué par Baudouin quelques semaines avant qu'il ne reçoive la couronne de Jérusalem. **4 octobre 1187** : Après sa victoire d'Hattin, remportée sur le roi de Jérusalem Guy de Lusignan sur les bords du lac de Tibériade (4 juillet), Saladin s'empare de Jérusalem. Mais à l'occasion de la sixième croisade, l'empereur Frédéric II obtient la restitution de la Ville sainte et une paix de dix ans, la plus longue que le droit musulman permette avec des infidèles (traité de Jaffa, 1229). **1244** : Conquête par les Turcs khwarizmiens, après avoir été pour un temps récupérée par l'empereur Frédéric II de Hohenstaufen, Jérusalem est définitivement perdue pour les croisés. **3 septembre 1260** : Bataille d'Ayn Jalout, en Palestine. Après s'être débarrassés des Turcs khwarizmiens en 1246, les Mamelouks repoussent les Mongols qui ravagent la région depuis une vingtaine d'années. Dès 1289, ils déferlent sur le littoral syro-palestinien, à l'assaut des ultimes enclaves franques. Acre tombe le 28 mai 1291, et les derniers croisés s'embarquent pour la Cilicie, Rhodes ou Chypre. Les deux siècles de présence latine au Levant s'achèvent. La dynastie des Mamelouks va dominer la région de façon exclusive jusqu'en 1516. **24 août 1516** : Bataille de Marj Dabek, au nord d'Alep. Les Turcs ottomans de Selim I^{er} écrasent les Mamelouks. Leur domination va durer quatre siècles, jusqu'en 1918. La Jordanie est rattachée à la province ottomane de Syrie, divisée en trois *pachaliks* (Alep, Tripoli et Damas), mais le Sud de la province, prolongée jusqu'à Akaba pour assurer la sécurité de la route du pèlerinage vers les lieux saints de l'islam, ne sera jamais vraiment soumis ni occupé par les Turcs. **1799** : Sièges de Saint-Jean-d'Acre par Bonaparte, arrivé d'Egypte. Cette expédition malheureuse marque les débuts des interventions européennes contemporaines au Levant. **1806** : L'explorateur allemand Ulrich Jasper Seetzen découvre les ruines de l'antique Gerasa. **1810** : Bataille de Tibériade. Les troupes ottomanes défendent victorieusement Damas contre les Wahhabites d'Arabie. L'irruption de cette secte puritaine et guerrière depuis le désert du Nedjd est la manifestation la plus violente d'une lente pression des tribus nomades, moutonnières et chamelières (tribu des Mawâlî au XVI^e siècle, Sardiyya au XVIII^e), qui repoussent vers l'Ouest les populations sédentaires de la région. Ralliés à la prédication d'Abd el Wahhab, héritier de l'école théologico-juridique hanbalite, la tendance la plus fondamentaliste de l'islam sunnite, les Wahhabites, qui connaissent un premier apogée de leur puissance sous Abd el Aziz I^{er} le Grand, ne seront matés qu'en 1818, par Ibrahim, le fils du pacha d'Egypte Méhémet Ali. Cette révolte constitue cependant un dangereux précédent pour Istanbul : pour la première fois depuis les victoires remportées au XVI^e siècle par Sélim I^{er}, des Arabes se sont ouvertement opposés au pouvoir ottoman. Le XIX^e siècle correspond ensuite – sur le modèle des succès de la modernisation entamée en Egypte, à une renaissance arabe (*nahda*) qui va connaître tous ses effets à la faveur de la première guerre mondiale. **22 août 1812** : Déguisé en bédouin et converti à l'islam, le Suisse Johann Ludwig Burckhardt (« Cheikh Ibrahim »)

redécouvre l'antique Pétra. Il faudra cependant attendre l'expédition des Français Léon de Laborde et Louis Linant de Bellefonds, en 1828, et l'édition de leurs carnets de notes et croquis à Paris entre 1830 et 1833, pour faire connaître le lieu au grand public européen. Leur ouvrage va inspirer de nombreuses missions scientifiques dans la région au cours du XIX^e siècle, notamment celles des Français Félicien de Saulcy autour de la mer Morte de 1845 à 1869, du photographe Auguste Salzmann à Jérusalem en 1853 puis 1863, de Joseph d'Albert, duc de Luynes, en 1864, ou encore du philologue Melchior de Vogüé, dont les travaux, avec ceux d'Ernest Renan et de Clermont-Ganneau, établiront la primauté de la recherche française dans le domaine de l'épigraphie sémitique. **1832** : Conquête de la province ottomane de Syrie par Ibrahim, fils de Méhémet Ali, vice-roi d'Égypte, soulevé contre le sultan. Les grandes puissances européennes contraignent l'Égypte à abandonner ses possessions orientales en 1840. La région du Jourdain et le Sud de la Syrie ne semblent pas avoir été particulièrement touchés par ces événements, alors que le retour des Ottomans provoque de nombreuses émeutes populaires dans la plupart des villes arabes de la région. **1864** : La Syrie ne comporte plus que deux *wilayets*, Alep et Damas, ce dernier s'étendant jusqu'à la mer Rouge. Très peu de Turcs sont implantés à l'est et au sud du Jourdain. Kérak, au centre de l'actuelle Jordanie, ne sera occupé par les Turcs qu'en 1893, à la suite d'une expédition militaire. **1864** : L'expédition française conduite par le duc de Luynes identifie la montagne et le sanctuaire du mont Nébo, lieu de la mort de Moïse. Identification que confirment les indications fournies par Eusèbe de Césarée puis le récit, découvert en 1884, de la pèlerine gauloise Egérie qui s'y était rendue vers la fin du IV^e siècle. **Fin du XIX^e siècle** : Les Ottomans installent à Amman une communauté de Circassiens de confession musulmane qui ont fui le Nord du Caucase entre 1860 et 1880 au fur et à mesure que s'y imposait la Russie des tsars. La réforme agraire mise en œuvre entre 1839 et 1873 dans l'Empire ottoman, pendant la période de « réorganisation » (*tanzimat*), s'accompagne d'une politique active d'implantation de colonies agricoles. Ces Tcherkesses vont également fournir d'efficaces troupes supplétives aux armées du sultan et contribuer ainsi au maintien de l'ordre aux confins de l'empire. **Février 1878** : En renvoyant *sine die* le Parlement, le sultan Abdul Hamid II (1876-1909) interrompt le mouvement de libéralisation de l'Empire ottoman entamé par la promulgation de la constitution du 23 novembre 1876. Humilié par sa défaite devant la Russie (1877-1878), il rétablit le pouvoir absolu et axe sa politique sur le panislamisme, afin de regrouper autour de sa personne les musulmans de l'Empire. Le coup d'arrêt porté à la décentralisation, l'hostilité affichée aux différentes minorités et la brutale répression accélèrent en retour le mouvement de la « Renaissance » arabe (*Nahda*) et l'irréductibilité naturelle des peuples des confins de l'empire. **1905** : Dans son ouvrage de référence, *Le Réveil de la nation arabe*, Najib Azuri distingue la « Cisjordanie » (Palestine) de la « Transjordanie », celle-ci n'étant pour lui « qu'un superbe haut plateau de 850 mètres d'altitude en moyenne s'étendant du pied du mont Hermon à la mer Rouge et depuis le Jourdain, jusqu'au désert arabe ». C'est la première fois qu'est attestée, dans une vision politique, la « Transjordanie ». **1908** : Ouverture de la ligne de chemin de fer du Hedjaz, dont la construction a débuté en 1900. Reliant Damas à Médine, elle vise à améliorer la route du Hadj, à savoir la desserte des lieux saints de Médine et de La Mecque, mais aussi à contribuer au désenclavement, tant commercial que logistique, des parties méridionales de l'empire, où dominent les grandes tribus bédouines. **1912** : A l'occasion de la réunion d'un Parlement ottoman, dont la mise en place constitue l'une des réformes politiques engagées par les Jeunes Turcs arrivés au pouvoir à Constantinople en 1908, l'émir Abdallah est désigné pour représenter La Mecque, dont son père Hussein Ibn Ali est le chérif. Abdallah deviendra vice-président du Parlement, tandis que son frère Fayçal y représente la ville de Djeddah. Les Bédouins disposent dès lors d'une représentation politique officielle au sein d'un empire agité par l'exacerbation des sentiments nationalistes, qui se développent chez les chrétiens comme chez les musulmans, et prennent pour cible l'occupation turque, présentée par les nationalistes arabes comme la « nuit ottomane ».

De l'idée à l'Etat : l'invention de la Jordanie (1914-1946)

La première guerre mondiale fournit aux Arabes l'occasion d'en finir avec la domination ottomane, mais les espoirs entretenus par les Hachémites de La Mecque, encouragés par les

Britanniques soucieux de mobiliser à leurs côtés les Arabes contre les Turcs, sont rapidement déçus, du fait de la volonté des grandes puissances du moment – l'Angleterre et la France – de se partager le « Croissant fertile » proche-oriental, en ne tenant aucun compte des aspirations « nationales » des Arabes. Désireux de renforcer leur contrôle de l'Égypte et du canal de Suez, tout autant que d'établir leur influence sur la Mésopotamie dont on connaît déjà les ressources en pétrole, les dirigeants anglais tiennent à établir dans les régions en grande partie désertiques qui séparent l'Irak de la Palestine un « Etat-tampon » qui aura pour vocation de contenir les ambitions des Français installés au Liban et en Syrie et d'empêcher toute unité territoriale arabe susceptible de constituer la base d'une revendication nationale. C'est ainsi que la conférence réunie au Caire en mars 1921 – que Churchill, alors secrétaire d'Etat aux Colonies, a nommée, non sans humour, la « conférence des quarante voleurs » – a abouti à la création d'un émirat de Transjordanie confié à Abdallah, l'un des fils du chérif Hussein de La Mecque, la Mésopotamie se voyant pour sa part transformée en un « royaume d'Irak » confié à Fayçal, l'autre fils du Chérif, malgré l'opposition et les révoltes des populations shi'ites et kurdes des régions regroupées artificiellement au sein de ce nouvel Etat... **31 octobre 1914** : Alors que l'Empire ottoman est entré en guerre aux côtés des Puissances centrales, on assiste au début d'un échange de correspondance secrète entre la Grande-Bretagne (lord Kitchener) et le chérif de La Mecque, Hussein. Chef de l'illustre famille des Beni Hachem (Banû Hâchim), un clan de la tribu des Quraychites prétendant descendre du prophète Mohammed par sa fille Fatima et son petit-fils Hassan, et à qui a été conférée depuis huit siècles la garde des Lieux saints, il bénéficie d'une influence certaine auprès des Arabes musulmans de la région. Le qualificatif de « hachémite » fait explicitement référence à Hachem ibn Manaf, trisaïeul du Prophète à la descendance duquel prétend donc la dynastie. L'émir Abdallah, l'un des trois fils du chérif Hussein, avait sollicité l'appui anglais dès le mois de février précédent pour soutenir le nationalisme arabe et affaiblir la tutelle de Constantinople sur le Hedjaz. **Juillet 1915-mars 1916** : Poursuite des échanges secrets entre Hussein et les Anglais (sir Henry Mac Mahon), qui débouchent sur le projet de fondation d'un « grand royaume arabe », confédération d'Etats indépendants à établir sur les débris de l'Empire ottoman. **16 mai 1916** : L'accord Sykes-Picot entre la Grande-Bretagne et la France, forte de sa mission de protection des chrétiens du Levant, concède à cette dernière une zone d'influence spécifique dans la région. Etendu à la Russie, cet accord secret contredit les engagements pris par Londres auprès des Arabes. Chacun des trois pays signataires se voit en effet attribuer de larges zones d'administration directe ou d'influence. Un dernier petit territoire, à peine plus vaste que le sandjak de Jérusalem, serait placé sous administration internationale. Le texte de l'accord avec la Russie (qui sera rendu public et dénoncé par les Bolcheviks en 1917) lui donne le nom de Palestine, laquelle serait donc exclue, pour les puissances de l'Entente, du Royaume arabe à venir. **5 juin 1916** : Le chérif Hussein proclame l'indépendance du Hedjaz qui ne se reconnaît plus comme *vilayet* de l'Empire ottoman. C'est le signal de la grande révolte arabe contre les Turcs, qui débute le 10 juin, conduite par Hussein et ses trois fils, Fayçal, Ali et Abdallah. Taef est pris le 21 septembre, mais la garnison turque de Médine, forte de 14 000 hommes, résiste. Le 2 novembre, l'émir Hussein est proclamé roi du Hedjaz à la grande mosquée de La Mecque. Il est immédiatement reconnu par la France, le Royaume-Uni et la Russie. **15 mars 1917** : Arrivée auprès des dirigeants arabes du Hedjaz de Thomas Edward Lawrence, du Bureau arabe du Caire, le futur colonel « Lawrence d'Arabie ». Il a pour mission de conseiller les insurgés arabes. Des militaires français assistent également les émirs révoltés (colonel Brémond, capitaine Pisani) ; parmi eux se comptent des spécialistes du génie qui vont jouer un rôle particulièrement actif dans les sabotages de la voie ferrée Damas-Médine, lien ombilical qui permet la résistance de la garnison ottomane de Médine. Lawrence rejoint pour sa part le groupe commandé par Fayçal, l'un des fils du chérif Hussein, avec lequel il s'empare d'Aqaba dès le 5 juillet 1917 et opère la jonction avec l'armée anglo-australienne de Palestine commandée par le général Allenby. **1917** : Fayçal et Lawrence d'Arabie établissent leur quartier général au château d'Azraq, héritier d'une petite forteresse édifée par les Romains à la fin du III^e siècle, dans une oasis à une centaine de kilomètre d'Amman. **2 novembre 1917** : Déclaration Balfour, qui décide la fondation d'un « foyer national juif en Palestine ». Responsable du Foreign Office, lord Balfour cède aux pressions du Congrès juif mondial soucieux de promouvoir la cause du sionisme. Après avoir vainement attendu du sultan ottoman et de son allié le Kaiser Guillaume II l'ouverture de perspectives en vue de l'établissement en Palestine, sur le territoire de l'ancien royaume d'Israël, d'un « Etat des Juifs

» réclamé depuis 1897 par Theodor Herzl et ses partisans fondateurs du mouvement sioniste, les responsables juifs mettent désormais leurs espoirs dans l'Angleterre dont tout laisse désormais penser, qu'avec l'aide américaine, elle sortira victorieuse du conflit devenu mondial. L'engagement pris alors par la Grande-Bretagne sera lourd de conséquences pour la région. Il est, en effet, en contradiction avec les promesses faites aux Hachémites du Hedjaz qsu, représentés par le chérif Hussein, qui avaient reçu l'assurance de la création, à l'issue de la guerre, d'un vaste royaume arabe rassemblant tous les territoires arabes de l'Empire ottoman. **3 octobre 1918** : Après avoir remonté le cours du Jourdain, Fayçal entre à Damas, bientôt rejoint par Allenby dont les troupes avaient pris Gaza (7 novembre 1917) et Jérusalem (9 décembre 1917) puis, difficilement, Amman (25 septembre 1918), après avoir percé le front ennemi à Rafat (19 septembre 1918). En Syrie, Homs et Alep tombent à leur tour. Le 30 octobre, les Turcs signent l'armistice de Moudros. **Janvier 1919** : Fayçal, accompagné de Lawrence, se rend à la conférence de la Paix à Paris pour y revendiquer, conformément aux promesses anglaises, mais en vain, la complète indépendance arabe. Il n'y est pas accueilli et rejoint alors un Congrès national arabe réuni à Damas en juin qui proclame, le 7 mars 1920, l'indépendance de la « Grande Syrie » (qui comprend la Palestine et le Liban, territoires que les accords Sykes-Picot de 1916 ont réservés respectivement à l'Angleterre et à la France) et procède à l'intronisation de l'émir hachémite à la tête de ce nouveau royaume. 24 avril 1920 : La conférence de San Remo confirme les accords Sykes-Picot en accordant à la France les mandats sur le Liban et la Syrie, et à la Grande-Bretagne les mandats sur l'Irak, la Palestine et la Syrie du Sud (Transjordanie), dont les Anglais souhaitent rapidement faire un Etat distinct susceptible d'assurer la jonction entre la Palestine et l'Irak, tout en contrariant, au nord, la politique française en Syrie et en contenant, au sud et au sud-est, la puissance grandissante des Saoudiens. Vaincus au XIX^e siècle, ceux-ci ont réalisé un retour inattendu sur le théâtre de la péninsule arabique. Soutenus par les agents anglais présents dans le golfe Persique et dépendants de l'Indian Office, ils sont les adversaires jurés, pour des raisons historiques et religieuses (ils sont le bras armé, depuis le XVIII^e siècle, du wahhabisme, un fondamentalisme sunnite inspiré de l'école juridique et théologique hanbalite) des Hachémites du Hedjaz qui contrôlent les lieux saints de La Mecque et de Médine, eux-mêmes soutenus par le Bureau arabe du Caire, qui dépend, pour sa part, du Foreign Office. L'intérêt stratégique d'un Etat-tampon à l'est du Jourdain, dans cet espace devenu un « vide géopolitique » du fait de la disparition de l'Empire ottoman et de la non-réalisation de l'unité arabe, apparaît en effet vital aux Anglais : « Distancier le plus possible la Syrie au nord, l'Egypte et les Saoudiens au sud, prémunissait contre toute entreprise unitaire des uns ou des autres, tentés par les démons du nationalisme arabe ou du zèle islamiste ; le désert jordanien remplirait parfaitement cet office pourvu qu'il échappe au contrôle de ses riverains » (L.-J. Duclos). S'y ajoute le rôle de « garde à l'Est » dévolu à l'espace jordanien, au profit du canal de Suez, mais également de l'entité sioniste autorisée à se développer en Palestine. **24 juillet 1920** : Chassé de Damas par la colonne française du général Goybet – qui y a été envoyée depuis Beyrouth par le général Gouraud –, Fayçal rejoint Bagdad (où il sera proclamé roi le 21 août 1921), tandis que son cadet Abdallah, deuxième fils du chérif Hussein, parti trop tard à son secours, arrive à Karak en janvier 1921, avant de poursuivre sur Amman et Ajlun. Les Britanniques se félicitent de le voir sur place, et lui reconnaissent immédiatement le titre d'émir de Karak, dont la juridiction s'étend jusqu'à Amman, au nord, et Salt à l'est du Jourdain. **27 mars 1921** : Les Britanniques séparent officiellement la Transjordanie du mandat palestinien pour confier à Abdallah ce nouvel émirat, dont la capitale est fixée à Amman. Cette décision fait suite à une conférence organisée au Caire, et à un entretien le 20 mars précédent à Jérusalem entre le secrétaire aux Colonies, Winston Churchill, et l'émir Abdallah. L'espace jordanien se confondra dès lors avec la dynastie hachémite, qui va rapidement unifier les trois gouvernements locaux existant. L'émirat d'Abdallah doit remplir trois fonctions : couper le Proche-Orient arabe en deux et placer la plus grande partie de l'oléoduc de l'Irak Petroleum Company sous le contrôle de Londres ; contribuer à la défense orientale de la Palestine « utile » contenue sur la rive occidentale du Jourdain ; enfin, soustraire ce territoire à la colonisation sioniste, le nouvel émirat étant destiné à constituer « une réserve de terres pour servir au recasement des Arabes lorsque le foyer national juif serait réalisé » (Sir Alec Kirkbride, futur résident britannique à Amman et premier ambassadeur auprès de la Jordanie indépendante). **16 septembre 1922** : Après la confirmation des mandats français et britanniques au Levant par la Société des nations le 24 juillet précédent, la Transjordanie est officiellement placée sous mandat

britannique, mais conserve son administration propre. Son territoire est en majorité désertique, dépourvu de grands pôles urbains et peuplé de 300 000 habitants seulement, pour la plupart des paysans, avec une minorité de 50 000 bédouins nomades. Ses délimitations restent relativement imprécises, hormis la frontière nord-ouest, qui suit en partie le cours du Yarmouk, face aux régions placées sous mandat français (Syrie). Sa capitale, Amman, n'est alors qu'une bourgade ne comptant guère plus de cinq mille habitants. **25 mai 1923** : Le haut-commissaire britannique à Jérusalem reconnaît l'indépendance de l'émirat de Transjordanie, c'est-à-dire sa qualité d'entité étatique à vocation internationale distincte, mais celui-là demeure sous mandat britannique dans l'attente d'une confirmation du nouveau statut par la SDN et l'établissement d'un gouvernement constitutionnel. **1923** : Formation, par le capitaine de l'armée britannique Peake, d'une armée arabe permanente au service de la dynastie hachémite. Cette petite troupe professionnelle financée par la Grande-Bretagne compte 1 200 hommes en 1924 et deviendra célèbre, sous le nom de « Légion arabe », avec la prise de commandement du major John Bagot (surnommé « Glubb Pacha »), en mars 1939 qui sera à la tête de cette unité lors de la première guerre israélo-arabe, en 1948-1949. **1924** : Le chérif Hussein est chassé de La Mecque par les troupes wahhabites d'Ibn Saoud. C'en est fini du projet de grand royaume arabe sous souveraineté hachémite. En 1926, Ibn Saoud achève l'unification de son propre royaume d'Arabie, qui comprend notamment les villes saintes de l'islam (la Mecque et Médine), l'ensemble du Nedjd ainsi que le Hedjaz. En abdiquant, Hussein ne laisse à son fils Ali que la partie du territoire non conquise par Ibn Saoud, grâce à l'intervention de l'aviation britannique : les districts de Maan et Aqaba. **24 juin 1925** : Conformément à la décision de son frère aîné, l'émir Abdallah fait reconnaître par l'Arabie saoudite le rattachement des districts de Maan et Aqaba à la Transjordanie, s'assurant ainsi un accès à la mer (pacte de Hadda). Les frontières de l'émirat vont se fixer progressivement entre 1922 et 1935, notamment en 1932 avec l'Irak, et avec un dernier aménagement en 1965 s'agissant du golfe d'Aqaba. C'est pourtant la frontière du Jourdain qui va constituer la source unique des conflits à venir. **20 février 1928** : Traité entre Amman et Londres, encadrant les relations économiques et militaires entre les deux Etats. Si Abdallah obtient les pouvoirs législatifs et administratifs, qu'il exercera par un gouvernement constitutionnel, le contrôle britannique demeure étroit puisqu'il peut s'exercer sur tout changement éventuel de cette loi, ainsi que sur l'ensemble des questions de politique étrangère, financière et de défense. De même, l'article 17 de ce traité stipule que les avis britanniques devront être suivis « en toutes matières concernant l'octroi de concessions et d'exploitation des ressources naturelles ». **16 avril 1928** : Proclamation de la Loi organique, qui tient lieu de constitution. L'émirat est déclaré héréditaire et le souverain dispose de pouvoirs étendus : chef de l'Etat, il nomme et révoque le Premier ministre, fixe les élections, convoque et dissout le Conseil législatif. Un Conseil exécutif, présidé par le Premier ministre, conduit les affaires de l'Etat. Le suffrage universel est accordé aux hommes, et des représentations importantes aux minorités constituées des bédouins, Circassiens et chrétiens. **Février 1929** : Premières élections des membres du Conseil législatif, qui ratifient, dès le 4 juin, l'accord de l'année précédente avec la Grande-Bretagne. **2 juin 1934** : L'adoption d'un nouvel accord entre l'émirat et la couronne britannique témoigne des efforts d'Abdallah pour tenter de desserrer l'étreinte anglaise, même si les ajustements sont mineurs (représentations consulaires dans les pays arabes et tarifs douaniers). Les avancées seront plus significatives lors de la conférence de Londres sur l'avenir de la Palestine, en mai 1939 : l'émir obtient le commandement en chef de son armée, dont il peut dès lors disposer plus librement, et l'administration s'ouvre davantage aux indigènes, au détriment des fonctionnaires nommés par Londres. **1935** : Début, en Palestine, de l'insurrection arabe contre la puissance mandataire britannique. **1938** : Les Juifs représentent un quart de la population implantée en Palestine, contre un huitième en 1918, attestant la vitalité de l'immigration inspirée par le mouvement sioniste dans la région sous mandat britannique après la première guerre mondiale. Les heurts entre Palestiniens arabes et immigrants juifs sont de plus en plus fréquents. **Août 1939** : Une modification constitutionnelle transforme le Conseil exécutif en Conseil des ministres. « Abdallah, qui s'est appliqué à rendre son petit Etat utile, et même indispensable, à un certain équilibre oriental conçu et organisé par Londres (Irak, Palestine, Egypte) a réussi à obtenir des autorités britanniques les moyens d'entretenir et de renforcer l'édifice politique artificiel qu'est la Transjordanie » (P. Rondot). **A partir de 1940** : La seconde guerre mondiale offre l'occasion à l'émir Abdallah de manifester sa bonne volonté à l'égard de son protecteur britannique. Dès le déclenchement des hostilités, il se

considère en guerre contre l'Allemagne, et des détachements de la Légion arabe sont engagés dans les opérations militaires. Au printemps 1941, des unités motorisées transjordanienne font partie de la colonne britannique qui opère sur Routbah et Bagdad, quand il s'agit d'intervenir contre le coup d'Etat antibritannique déclenché en Irak par Rachid Ali et les colonels réunis au sein du « Carré d'Or ». En juin de la même année, la Légion arabe participe à l'offensive britannique contre les troupes françaises de Syrie restées fidèles au gouvernement de Vichy. Plus généralement, les contingents transjordanien soulagent les armées alliées en assurant la sécurité des voies de communication et des points sensibles en Palestine et en Irak. **29 mai 1941** : Déclaration d'Anthony Eden, secrétaire aux Affaires étrangères britanniques (Foreign Office) en faveur de la constitution d'une Union arabe. L'émir Abdallah entend s'en prévaloir pour ressusciter le projet de « Grande Syrie » réunissant, sous son sceptre, la Syrie, le Liban, la Palestine et la Transjordanie. Officiellement publié en octobre 1944 dans le *Livre hachémite*, ce plan se heurte à l'opposition de l'ensemble des parties concernées (France, Liban, nationalistes syriens et militants sionistes) et, surtout, à la concurrence du projet de « Croissant fertile » lancé depuis Bagdad par Nouri Saïd, premier ministre irakien et homme-lige des Anglais dans la région. **22 mars 1945** : La Transjordanie fait partie des sept pays à l'origine de la création, au Caire, de la ligue des Etats arabes, promue par l'Egypte, avec le soutien implicite de la Grande-Bretagne, comme une solution de repli face à l'impossibilité de faire prévaloir le projet nationaliste d'unité arabe au sortir de la seconde guerre mondiale. **27 juin 1945** : L'émir Abdallah adresse à la Grande-Bretagne une demande de complète émancipation. **22 au 25 mars 1946** : Fin du mandat britannique, remplacé par un traité d'alliance entre la Grande-Bretagne et la Transjordanie, qui accède ainsi officiellement à l'indépendance le 25 mars. Ratifié le 17 juin, cet accord est particulièrement favorable à l'ancienne puissance mandataire, qui reste militairement présente dans le pays. La quasi-inexistence de ressources économiques propres rend le nouvel Etat à la fois vulnérable et dépendant ; sa protection, assortie d'un soutien financier, est assurée par l'ancienne puissance mandataire, qui sera remplacée dans ce rôle à partir de 1958 par les Etats-Unis, conscients de l'intérêt stratégique de la région dans le cadre de la guerre froide, et de la nécessité d'y conserver une « tête de pont » arabe. **25 juin 1946** : Proclamation officielle par l'émir Abdallah du « royaume hachémite de Transjordanie », dont il devient le premier souverain et qu'il va doter d'une constitution, remplaçant la Loi organique de 1928. **Novembre 1947** : Lors d'une rencontre secrète avec les autorités sionistes (Golda Meir), le roi Abdallah exprime son souhait d'intégrer la Palestine au Royaume hachémite, considéré comme la première étape à la réalisation de la « Grande Syrie » au sein de laquelle la communauté juive se verrait reconnaître une large autonomie. **29 novembre 1947** : L'organisation des Nations unies (ONU), saisie par la Grande-Bretagne, adopte la résolution 181/II prévoyant la constitution de deux Etats indépendants en Palestine, l'un arabe, l'autre juif, et d'une zone internationale à Jérusalem sous contrôle de l'ONU, les trois entités devant constituer une union économique. Ce plan est vivement contesté par les Arabes, d'autant plus que les forces sionistes profitent du retrait progressif des troupes britanniques pour occuper rapidement des points stratégiques en dehors des régions dévolues au futur Etat juif. Le 11 mai 1948, Abdallah rend responsable de ces reculs le Haut-Comité arabe pour la Palestine présidé par le grand mufti de Jérusalem, Hadj Amin el-Husseini, s'affichant ainsi comme un recours pour les Arabes établis à l'ouest du Jourdain. **15 mars 1948** : Un nouveau traité conclu avec la Grande-Bretagne permet au Royaume hachémite de s'affranchir définitivement de la tutelle britannique, tout en instituant pour vingt ans une alliance politique et militaire étroite entre les deux pays, Londres conservant par ailleurs les droits d'utilisation de deux bases aériennes et de transit de ses troupes en cas de conflit dans la région. La Transjordanie dispose d'une armée réduite mais solide, dont elle va pouvoir faire l'instrument de ses visées géopolitiques immédiates dans le bassin du Jourdain.

D'une guerre l'autre : flux et reflux du Royaume hachémite (1948-1967)

Héritier du rêve hachémite d'unification du Croissant fertile – au moment où, sur le trône d'Irak, son petit-neveu, petit-fils de son frère Fayçal, n'est qu'un enfant –, l'émir Abdallah de Transjordanie voit ses services récompensés par l'Angleterre au sortir de la deuxième guerre mondiale, au cours de laquelle sa Légion arabe a apporté un concours précieux aux Britanniques.

Devenue royaume, la Transjordanie acquiert alors une souveraineté complète, même si Londres y conserve, comme en Egypte, d'importants privilèges, notamment sur le plan militaire. Au moment où se pose la question de la naissance de l'Etat d'Israël, Abdallah, qui espère toujours rassembler le Proche-Orient arabe dans un cadre confédéral laissant une place à « l'entité sioniste » en cours d'installation, se heurte fortement aux nationalistes arabes palestiniens et syriens et fait main basse, à la faveur de la guerre israélo-arabe de 1948, sur la Cisjordanie, qui devait initialement constituer la partie la plus importante de l'Etat arabe palestinien prévu par le plan de partage de l'ONU présenté en 1947. Un choix et une annexion qui lui vaudront d'être assassiné en juillet 1951 à Jérusalem et de laisser à son petit-fils, le jeune roi Hussein, une situation bien difficile à gérer, dans la mesure où le souverain hachémite d'Amman apparaît, aux yeux des nationalistes arabes, comme un complice des puissances « impérialistes » anglaise et américaine. A l'issue de la guerre des Six Jours de 1967, la Jordanie, née de la recomposition régionale de 1947-1949, va perdre tous les territoires palestiniens annexés à l'ouest du Jourdain, pour revenir aux limites qui étaient les siennes à l'époque du mandat britannique sur la Palestine. **14 mai 1948** : La proclamation unilatérale de l'Etat d'Israël déclenche la première guerre israélo-arabe. Dès le 15 mai, la décision de la Grande-Bretagne de mettre fin à son mandat et d'évacuer la Palestine laisse le champ libre aux belligérants. Engagée dès le début des hostilités, entre le 18 et le 23 mai, la Légion arabe d'Abdallah enlève la vieille ville de Jérusalem avant de s'assurer le contrôle de la Samarie et d'une partie de la Judée, qui devaient faire partie de l'Etat palestinien selon le plan de partage de l'ONU. Un cessez-le-feu est signé dès le 15 juillet. La Transjordanie décrète en septembre 1948 une « union » avec la Cisjordanie, formée de la Samarie et de la partie de la Judée occupées par la Légion arabe. Abdallah prend le titre provisoire de roi de Palestine en décembre 1948, suite à la convocation à Jéricho d'un « Congrès palestinien » en réponse à un premier congrès réuni à Gaza sous la présidence de Hadj Amin el-Husseini qui avait proclamé, avec le soutien de l'Egypte et de la Ligue arabe, la constitution d'un « gouvernement arabe pour toute la Palestine ». **24 janvier 1949** : Union des deux rives du Jourdain. Hussein se proclame « roi de Jordanie » en annexant formellement la Cisjordanie, ainsi que Jérusalem-Est où il nomme un nouveau mufti. Il consolide ainsi, avec l'appui anglais, sa percée à l'ouest, diversement appréciée des autres nations arabes. « Ainsi naquit, de ces réductions multiples, l'aire territoriale d'une monarchie jordanienne qui n'a cessé en fait, sous des dehors chétifs et menacés, de remettre en cause, au moins jusqu'à la fin des années cinquante, l'exiguïté de ses limites » (L-J Duclos). **3 avril 1949** : Armistice israélo-jordanien. Il fait suite à l'armistice de Rhodes qui a mis fin, le 24 février, aux combats entre Israéliens et Egyptiens. La nouvelle Jordanie est le seul Etat arabe à sortir renforcé de cette première défaite face à Israël, considérée dans la région comme une catastrophe (*Nakba*) qui alimente le ressentiment, la surenchère nationaliste et l'instabilité politique chez les voisins de l'Etat hébreu, contraints d'accueillir quelque 900 000 réfugiés. De fait, de nombreux Arabes palestiniens ont émigré de l'autre côté du Jourdain en fuyant les combats. Les contacts secrets entretenus par Abdallah avec des émissaires israéliens jusqu'à la veille du déclenchement de la guerre, puis de nouveau à partir de 1949, qui s'ajoutent à l'annexion unilatérale d'une partie de la Palestine, vont sérieusement fragiliser la position du monarque au sein de la coalition arabe. Le 1^{er} avril 1950, Abdallah est sommé de mettre un terme à ses contacts avec l'Etat d'Israël par la Ligue arabe, dont l'ensemble des membres signe une résolution stipulant que « sera exclu de la Ligue arabe, conformément à l'article 18 du pacte, tout Etat arabe qui prendrait l'initiative de négocier une paix séparée ou de conclure avec Israël, soit une paix séparée, soit un accord politique, militaire ou économique ». **24 avril 1950** : Le nouveau parlement jordanien, élu le 1^{er} janvier, comprenant un nombre de sièges égal pour les deux rives du Jourdain, entérine « l'Union des deux rives », à savoir la création du royaume hachémite de Jordanie (Al Mamlaka al Urduniya al Hashemiyah). Le nouvel Etat n'est plus comparable au modeste émirat de Transjordanie, qui comptait quelque 375 000 habitants dont des bédouins en majeure partie sédentarisés sur 88 000 kilomètres carrés de territoires steppiques ou désertiques. Le gain territorial est limité (moins de 6 000 km²), même s'il s'agit de terres plus fertiles, mais l'augmentation de la population est spectaculaire : l'annexion de la Cisjordanie porte à près de 1,2 million le nombre d'habitants (460 000 Cisjordaniens et 350 000 réfugiés palestiniens). Les Palestiniens, qui obtiennent automatiquement la nationalité jordanienne, sont, pour l'essentiel, des citoyens gagnés au nationalisme et à la démocratie ; aux côtés des familles de la bourgeoisie palestinienne qui vont contribuer à l'essor économique du nouveau pays, ils sont très

majoritairement composés de réfugiés qui s'entassent dans les camps et bidonvilles à la périphérie des villes, notamment Amman, où « toutes les passions du monde arabe se répandent et s'y exaspèrent » (P. Rondot). A partir de 1950, leurs besoins sont en grande partie pris en charge par l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA : United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East). **20 juillet 1951** : Assassinat du roi Abdallah sur l'esplanade des mosquées, à Jérusalem, par un nationaliste palestinien. Parmi les suspects condamnés à mort et exécutés figure un neveu du mufti de Jérusalem, Hadj Amin el-Husseini. Talal, fils aîné d'Abdallah, succède à son père le 5 septembre, mais doit se retirer moins d'un an plus tard (11 août 1952) pour cause de maladie mentale. Son fils Hussein Ibn Talal (17 ans) accède au trône, mais la régence est provisoirement confiée à l'oncle maternel de celui-ci, l'ancien commandant en chef de l'armée Nasser Ben Jemil, dans un contexte régional et international tendu, le royaume étant menacé par l'exacerbation du nationalisme arabe et des revendications palestiniennes. **Août 1951** : Participation aux élections de l'opposition au régime hachémite, qui regroupe les partis communiste et Baas (socialiste panarabe), ainsi que divers nationalistes arabes. Leur programme est basé sur l'abrogation du traité jordano-britannique, le rejet de la différenciation entre Jordaniens et Palestiniens, et l'instauration de libertés démocratiques. La monarchie réplique par une sévère campagne de répression politique (1952-1957) qui accompagne un effort de modernisation du pays (industrialisation, création de coopératives agricoles, scolarisation), sans réussir à désarmer l'opposition, qui formera en 1954 un « Front national » sous la direction de Suleiman Naboulsi. **1^{er} janvier 1952** : La nouvelle constitution accorde au souverain hachémite des pouvoirs étendus. « Le roi est le chef suprême de l'Etat. Il est inattaquable et irresponsable » (article 30). Partageant le pouvoir législatif avec la Chambre des représentants, il détient seul le pouvoir exécutif (art. 26), qu'il l'exerce par décret ou par l'intermédiaire de ses ministres. Il désigne ces derniers et, à leur tête, le Premier ministre, qui sont tenus de lui jurer fidélité (art. 43). Il peut dissoudre la Chambre et le Sénat (les membres de cette assemblée étant nommés par le roi). Il nomme les fonctionnaires civils et militaires. Commandant en chef des forces armées, il déclare la guerre et signe les traités. Il dispose enfin, en dernier ressort et après condamnation à la peine capitale, du droit de grâce. **2 mai 1953** : Hussein est couronné et prête serment. Né le 14 novembre 1935, il n'était pourtant pas destiné à régner et n'a pas joui de l'enfance réservée aux princes de sang royal. Mais son grand-père Abdallah, pressentant l'impossibilité de son fils Talal à assurer les charges du trône le moment venu, finit par prendre son éducation en main et l'envoie notamment suivre ses études au célèbre Victoria College d'Alexandrie, ainsi qu'à l'Académie militaire royale de Sandhurst, en Angleterre. Rappelé auprès de son père, Hussein a assisté à l'assassinat d'Abdallah, le 20 juillet 1951. Son règne, l'un des plus longs d'un Proche-Orient en proie à une profonde instabilité, va permettre à la Jordanie de s'affirmer par un subtil jeu d'équilibre entre le monde arabe et les puissances occidentales (Grande-Bretagne puis Etats-Unis). Dès son couronnement, le jeune souverain s'attelle à une triple tâche : construire la nation jordanienne en assurant l'intégration des Palestiniens, recentrer le pays sur Amman pour contrebalancer le poids de Jérusalem, maîtriser la virulence de l'opposition politique qui se nourrit des idéologies nationalistes et progressistes pour contester la légitimité de son pouvoir. **1953** : La loi 91, dite « de lutte contre le communisme », permet l'interdiction du Parti communiste jordanien, qui avait été créé en 1951. L'ensemble des partis politiques seront interdits en 1957. **14 octobre 1953** : Massacre de Qibya. Ce village de Cisjordanie est la cible de violentes représailles israéliennes faisant suite à des actions de commandos palestiniens. La Jordanie recherche des alliés, et se rapproche notamment de l'Egypte, où Gamal Abdel Nasser s'empare du pouvoir en novembre 1954, deux ans après le coup d'Etat des officiers libres de juillet 1952. **18 avril 1955** : Mariage du roi Hussein avec Sharifa Dina Abdul-Hamid, née en Egypte le 18 avril 1929, qui devient « la reine Dina » et la première de ses quatre épouses, qui lui donneront onze enfants, dont cinq fils. **1955** : Plan Johnston pour le développement régional du bassin du Jourdain. La Jordanie doit recevoir 377 millions de mètres cubes d'eau du Yarmouk et 100 du Jourdain. En fait, elle ne disposera que du quart des quantités prévues, alors qu'Israël, après l'occupation du plateau du Golan et du Sud-Liban, pourra accéder à 670 millions de mètres cubes du Jourdain et environ 100 du Yarmouk. La « bataille de l'eau » ne fait que commencer. **Octobre 1955** : Des émeutes éclatent pour dénoncer la tentation du gouvernement jordanien de rejoindre le pacte de Bagdad (signé en février par la Turquie et l'Irak, bientôt rejoints par le Pakistan et l'Iran), et réclamer en revanche l'union avec la Syrie (une «

Union fédérale arabe » ayant été proposée à Amman par Le Caire et Damas). Le 9 janvier 1956, le nouveau gouvernement dirigé par Samir Rifai s'engage à ne pas adhérer au pacte de Bagdad. **2 mars 1956** : Hussein congédie Glubb Pacha, le chef de ses forces armées, à qui est reproché un manque d'énergie dans la défense des frontières occidentales du royaume, face à la pression de l'Etat hébreu. Les derniers militaires britanniques encadrant encore la Légion arabe, et disposant de bases militaires permanentes, quitteront la Jordanie en 1958, suite à l'accord du 13 mars 1957 avec Londres, qui abroge définitivement le traité de 1948. Après le refus d'adhérer au pacte de Bagdad, et l'accord militaire signé en 1956 avec l'Egypte, cette décision atteste la volonté du jeune roi Hussein de donner des gages à l'opinion arabe pour tenter de canaliser les courants nationalistes et progressistes en plein essor. **Automne 1956** : Crise de Suez et deuxième guerre israélo-arabe. La Jordanie constitue avec l'Egypte et la Syrie un commandement militaire unifié, et mobilise ses troupes le 2 novembre, mais la brièveté des combats lui permet d'éviter l'engagement direct contre Israël. Ce nouvel échec militaire arabe, ainsi que la pression de la révolution nassérienne, va cependant sérieusement ébranler le Royaume hachémite. Après la victoire des nationalistes et progressistes arabes aux élections générales d'octobre 1956 et la nomination du gouvernement Naboulsi, une insurrection populaire contre l'« entité jordanienne », de recrutement majoritairement palestinien (Cisjordanie et réfugiés), va régulièrement agiter la rue jordanienne de 1957 à 1961. **Janvier 1957** : Pacte de solidarité arabe, signé au Caire par Hussein, Nasser et Ibn Saoud. **13 avril 1957** : Après la révocation de son Premier ministre, le nationaliste arabe pronassérien Suleiman Nabulsi, le roi doit faire face à une révolte d'une partie de l'armée travaillée par des courants nationalistes inspirés par Damas et Le Caire. Il affronte les rebelles à la tête de troupes fidèles à Zarka et retourne la situation ; le chef des mutins, le général Ali Abou Nawar, se réfugie à Damas. La loi martiale est décrétée, le commandement militaire épuré de ses éléments pronassériens et les partis politiques interdits, mais la tension reste vive. Les troupes syriennes, entrées en Jordanie pendant la campagne de Suez, se déploient dans le secteur d'Aljûn, pendant que Washington déploie la 6^e flotte en Méditerranée orientale. La rupture avec la Syrie est consommée après l'envoi d'armes américaines à Amman (septembre 1957). **14 février 1958** : En riposte à la formation, le 1^{er} février précédent par l'Egypte et la Syrie, de la République arabe unie (RAU) qui avait entraîné la rupture avec Le Caire et Damas, le roi Hussein conclut avec son cousin d'Irak Fayçal II une Union arabe. Dotée le 19 mars d'une constitution promulguée simultanément à Amman et Bagdad, cette fédération sera de courte durée : le 14 juillet, le roi d'Irak est tué et la République proclamée à Bagdad par un groupe d'officiers dirigés par le général Abdel Karim Kassem. Rallié à la doctrine Eisenhower – selon laquelle les Etats-Unis entendent garantir la stabilité du Proche-Orient – Hussein se retrouve isolé, et menacé par ses voisins. **16 juillet 1958** : Menacée par de nouveaux troubles populaires, la monarchie hachémite ne doit son salut qu'à l'intervention de parachutistes britanniques à Amman. Dans le même temps, la 6^e flotte américaine débarque des bataillons de *marines* à Beyrouth, où le président maronite et pro-occidental Camille Chamoun est également confronté à une violente opposition des nationalistes arabes. Après cette crise, les dernières troupes britanniques quittent définitivement le royaume, qui dispose désormais, avec les Etats-Unis, d'un nouveau protecteur. **Mars 1959** : Alors que l'Irak dénonce le pacte de Bagdad, c'est l'échec du complot du général Shareh, l'un des familiers du roi, lequel sera victime de multiples tentatives de renversement ou d'assassinat au cours de son règne. Ainsi le 29 août 1960, lorsqu'il échappe à l'explosion d'une bombe qui, en revanche, coûte la vie au Premier ministre, Haza Al-Majali et à onze personnes de sa suite. **25 mai 1961** : Le roi Hussein épouse en secondes noces Antoinette Avril Gardiner, dite « Toni Gardiner », une Britannique née le 25 avril 1941, qui devient la princesse Mouna, et dont il divorcera vingt ans plus tard. **19 juin 1961** : Proclamation d'indépendance du Koweït, conditionnée à la signature d'un traité d'amitié et de défense avec son ancien protecteur, le Royaume-Uni. Vivement contestée par l'Irak, cette création est soutenue par les Etats-Unis et leurs alliés arabes, parmi lesquels la Jordanie – de même que l'Arabie saoudite et la République arabe unie (du fait de l'hostilité séculaire de Damas vis-à-vis de Bagdad). Ainsi, le Koweït sera admis dans les rangs de la Ligue arabe dès le 20 juillet 1961. **Septembre 1961** : L'éclatement de la RAU formée par l'Egypte et la Syrie trois ans plus tôt réduit la pression sur la Jordanie, qui en profite pour resserrer ses liens avec les Etats-Unis, lesquels ont définitivement remplacé la Grande-Bretagne comme puissance protectrice du trône hachémite. **Décembre 1962** : Les partis politiques sont de nouveaux autorisés, mais seront une nouvelle fois interdits à la veille des élections de juillet 1963.

1963 : Rétablissement des relations diplomatiques entre la Jordanie et l'Union soviétique. Le roi Hussein se rendra à Moscou en 1967. **5 janvier 1964** : Voyage au Moyen-Orient du pape Paul VI, successeur en 1963 de Jean XXIII. Il y rencontre le roi Hussein et les dirigeants juifs (Zalman Shazar et Levi Eshkol), dans un contexte de fortes tensions régionales exacerbées par la volonté d'Israël de détourner l'eau du Jourdain et de la mer de Galilée (le lac de Tibériade). **13-17 janvier 1964** : Premier sommet arabe, réuni au Caire à l'initiative du président Nasser en vue d'organiser une riposte commune au projet de détournement des eaux du Jourdain par Israël. Hussein y participe, ainsi qu'aux deuxième et troisième sommets d'Alexandrie (septembre 1964) et de Casablanca (septembre 1965). **28 mai-2 juin 1964** : Réunion à Jérusalem d'un Congrès national palestinien visant à la création formelle d'une Organisation de libération de la Palestine (OLP), autorisée par les pays arabes lors du sommet du Caire, et qui reçoit le soutien du roi Hussein. Visant à canaliser les mouvements de résistance palestinienne à l'Etat d'Israël, elle est présidée par le représentant palestinien à la Ligue arabe, Ahmed El-Choukeiri, et regroupe les deux principales organisations de libération de la Palestine : le Mouvement de libération de la Palestine (Fatah) de Yasser Arafat et le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de Georges Habache. **1965** : Accord frontalier avec l'Arabie saoudite. La fenêtre jordanienne sur la mer Rouge, par le golfe d'Akaba, est portée de 6 à 25 kilomètres. **Juillet 1966** : Arrestation à Amman d'une centaine de militants nassériens, baassistes et communistes, accusés de préparer un coup d'Etat avec l'aide de la Syrie. Le Premier ministre jordanien Wasfi Tall suspend l'aide versée à l'OLP, jugeant sa direction trop proche des communistes. Cette rupture est approuvée par le Parlement. **31 mai 1967** : Sous la pression de l'agitation pro-palestinienne qui gagne son armée, le roi Hussein signe au Caire un accord de défense avec l'Egypte, elle-même liée à la Syrie par un pacte de défense mutuelle depuis novembre 1966. Avec la fermeture par Nasser du détroit de Tiran, le 22 mai précédent, la guerre semble inévitable. Israël prend l'initiative de l'offensive dès le 5 juin. **5-11 juin 1967** : A l'occasion de la troisième guerre israélo-arabe (guerre des Six Jours), l'Etat hébreu s'empare de Jérusalem-Est et de la rive occidentale du Jourdain (Cisjordanie), qui avaient été annexés au royaume jordanien en avril 1949. C'est une véritable gifle pour le « Petit Roi » Hussein, qui s'était autoproclamé « défenseur des Palestiniens », lesquels se réfugient par milliers (200 000 à 400 000 « déplacés » selon les estimations) dans le Royaume hachémite, où la loi martiale est rétablie. Le royaume connaît une résurgence des oppositions entre bédouins et Palestiniens. Il se voit surtout ramené dans les limites fixées en 1922 par la Société des Nations (SDN), amputé de la Cisjordanie où, sur moins de 6 % du territoire du royaume, étaient concentrés 47 % de la population, 48 % des capacités industrielles et l'essentiel de la production agricole. La perte des Lieux saints, un pôle touristique fortement pourvoyeur de devises, achève de fragiliser l'économie jordanienne, tandis que l'opposition politique se radicalise. Par sa participation au conflit, Hussein semble avoir permis à Israël de réaliser son rêve d'expansion territoriale : dès le 28 juin, la Knesset vote l'annexion de Jérusalem. L'adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU, le 22 novembre de la même année, de la résolution 242 qui, approuvée par Le Caire et Amman, exige l'évacuation des territoires occupés par Israël, ne modifiera pas la situation instaurée *de facto* sur le terrain.

Vers la normalisation et la paix avec Israël (1967-1999)

Alors que la Jordanie apparaît comme la grande perdante de la guerre des Six Jours, le roi Hussein, qui peut s'appuyer sur les bédouins constituant pour l'essentiel son armée, se voit contesté par la majorité palestinienne de la population, renforcée des dizaines de milliers de réfugiés chassés de Cisjordanie par la victoire israélienne. En 1970, il écrase la révolte palestinienne au cours du « septembre noir » qui va alimenter en retour le terrorisme palestinien. Toujours plus dépendant de ses alliés occidentaux, le roi tente toutefois de conserver une place et une influence médiatrice au sein du monde arabe, mais il doit renoncer à toute ambition de récupérer la Cisjordanie, l'Organisation de libération de la Palestine se voyant progressivement reconnue comme le représentant légitime du peuple palestinien. Isolé en 1990-1991 quand il refuse de se joindre à la coalition anti-irakienne formée au nom de l'ONU après l'invasion du Koweït, le « petit roi » va accepter en 1994, suivant en cela la voie empruntée par l'Egypte d'Anouar el Sadate quinze ans plus tôt, de conclure la paix avec Israël. **29 août 1967** : Ouverture

du quatrième sommet arabe à Khartoum (Soudan), afin de définir une ligne politique commune après la victoire israélienne dans la guerre des Six Jours. La Jordanie, dont l'économie a été durement affectée par le conflit et les annexions israéliennes, y obtient de fortes compensations financières de la part des Etats pétroliers du Golfe. Malgré le rappel du droit des Palestiniens à leur pays, l'affirmation en conséquence d'un « triple non » à l'Etat hébreu (non à la paix, non à toute négociation, non à une reconnaissance d'Israël), et un engagement à « renforcer leur préparation militaire afin de faire face à toute éventualité », les participants à la conférence s'entendent dans les faits sur une ligne modérée, prônée autant par la Jordanie que par l'Egypte, dont le *leadership* a été ébranlé par cette nouvelle défaite. La Syrie boycotte la rencontre. Elle dénoncera également la résolution 242 de l'ONU. L'unité arabe, éprouvée en outre par la révolution et l'indépendance du Sud Yémen, vole de nouveau en éclats. **Novembre 1967** : Visite à Paris du roi Hussein. Malgré son alliance privilégiée avec les Etats-Unis et le rôle de la France dans l'expulsion de la dynastie hachémite de Syrie en 1920, les relations entre Français et Jordaniens se distinguent par leur qualité depuis le début de la décennie. La convergence de vue entre Amman et Paris (mais également Moscou) s'exprime dans la recherche d'une solution équilibrée au conflit israélo-arabe, dans le cadre des résolutions de l'ONU, suite à la guerre des Six Jours. De même, en 1990, les deux capitales tenteront conjointement de trouver une issue politique à la crise du Golfe. **21 mars 1968** : Bataille de Karameh. L'armée jordanienne intervient efficacement aux côtés des fédajins de ce camp de réfugiés installé sur la rive orientale du Jourdain pour repousser une attaque en règle de l'armée israélienne, qui engage 120 chars, 80 canons et son aviation. Les Israéliens subissent de lourdes pertes et ne réussissent pas à établir la tête de pont souhaitée sur la rive orientale du Jourdain. Cette bataille marque durablement l'imaginaire arabe, quelques mois après la défaite de 1967, et provoque le ralliement de milliers de combattants palestiniens à l'OLP, dont la création est ainsi définitivement scellée. Le succès inattendu des Palestiniens concourt néanmoins à la dégradation progressive des relations entre l'OLP et le Royaume hachémite, inquiet de la présence d'éléments armés échappant à son autorité sur son territoire, et qui sont à l'origine de nombreux incidents frontaliers avec Israël. **1^{er} février 1969** : Yasser Arafat devient secrétaire général du Conseil exécutif de l'OLP. **Mai 1970** : Amplification des heurts entre l'armée jordanienne et les commandos palestiniens aux abords des camps de réfugiés. **7 août 1970** : Comme Nasser, Hussein accepte le plan de paix israélo-arabe proposé par le secrétaire d'Etat américain Rogers. **1970** : « Septembre noir ». Après que le FPLP de Georges Habache a détourné plusieurs avions de ligne qu'il fait atterrir dans le désert jordanien, Hussein, pressé par son armée, décide de mettre au pas les fédajins. Les combats débutent le 17 septembre par l'offensive générale de la Légion arabe contre les positions de l'OLP à Amman et dans le Nord du pays. La pénétration d'unités blindées syriennes en territoire jordanien pour porter secours aux Palestiniens signale la profondeur de l'irréductibilité syrien, la Syrie arguant que la Jordanie du Nord, au moins jusqu'à Amman, naguère rattachée au vilayet de Damas, fait partie de son espace économique, social et politique. Il faut une véritable bataille rangée (103 chars détruits), les pressions et menaces internationales, ainsi que toute l'autorité d'Hafez El-Assad à Damas pour éviter une confrontation plus grave entre les deux pays. Les accords jordano-palestiniens des 27 septembre et 13 octobre signés sous l'égide des pays arabes ne suffisent pas à interrompre le conflit. Ce n'est finalement qu'en juillet 1971 que l'armée jordanienne, qui compte près d'un tiers de recrues palestiniennes, réussit à débarrasser le territoire de la présence armée de l'OLP. Cette violente épreuve de force est un succès personnel pour Hussein, mais elle aura coûté des milliers de morts et isole la Jordanie au sein du camp arabe où s'impose la solidarité avec le combat palestinien. **1^e août 1971** : Le chef de l'Etat libyen, le colonel Kadhafi, exprime publiquement le souhait « que le roi Hussein tombe un jour sous les balles d'un officier libre de l'armée jordanienne ». La quasi-totalité des pays arabes dénonce la répression anti-palestinienne conduite par Hussein. Isolé sur la scène régionale, le roi renforce son autorité à l'intérieur des frontières du royaume : il crée, en août 1971, un Conseil tribal sur lequel il sait pouvoir s'appuyer, et un parti unique, l'Union nationale jordanienne, le 7 septembre. **28 novembre 1971** : En représailles à l'élimination des fédajins du Royaume hachémite, assassinat au Caire, par un commando palestinien, du Premier ministre jordanien Wasfi Tall. **15 mars 1972** : Sous la forme d'un « message à la nation », le roi Hussein tente de reprendre la main en exposant son projet de « royaume arabe uni », à savoir la création d'un Etat de nature fédérale composé d'une province jordanienne à l'est du Jourdain et d'une province palestinienne, préalablement

évacuée par Israël conformément à la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU. Cette province incluant la Cisjordanie et Gaza aurait Jérusalem pour capitale, Amman restant celle de la province orientale. Symboliquement, l'Union nationale jordanienne est rebaptisée « Union nationale arabe ». Rejetée par l'OLP et la majorité des pays arabes (Le Caire rompt ses relations diplomatiques avec Amman dès le 6 avril, tandis qu'une vague d'attentats vise des personnalités jordaniennes et palestiniennes favorables à Hussein), cette « option jordanienne » visant au règlement de la question palestinienne, appuyée sur la vision géopolitique traditionnelle de l'Etat hachémite, reste sans suite, bien qu'elle bénéficie de la préférence des différentes administrations américaines face au scénario alternatif d'un Etat palestinien indépendant. Le président américain Ronald Reagan l'évoquera encore lors de son discours du 1^{er} septembre 1982 alors que la proposition d'un Etat jordano-palestinien n'avait plus aucune chance de rallier les autres pays arabes. Le projet sera d'ailleurs formellement abandonné par Hussein dès 1974, puis définitivement, quatorze ans plus tard, en 1988.

27 novembre 1972 : Révélation publique d'une tentative de coup d'Etat dirigée par le colonel Rafei Hindawi, chef d'un régiment de la garde royale jordanienne. L'OLP et le colonel Kadhafi sont désignés comme les commanditaires. En février 1973 est mis au jour un nouveau complot, organisé par un chef du Fatah, Abou Daoud, arrêté à Amman et condamné à mort avec une vingtaine d'autres militants palestiniens.

26 mai 1973 : Remplacement d'Ahmed Laouzi, à la tête du gouvernement jordanien depuis 18 mois, par Zeid Rifaï. Fils et neveu d'anciens premiers ministres, originaire d'une illustre famille de la rive occidentale du Jourdain, c'est un fidèle du roi Hussein, qui va rester au pouvoir jusqu'en juillet 1976.

29 mai 1973 : Dans le cadre de la relance du projet d'Etat jordano-palestinien, visite secrète du Premier ministre Zeid Rifaï à Damas, où il rencontre le président Assad, jetant les bases d'un étroit rapprochement entre les deux pays. En juin, une mission diplomatique officieuse est également envoyée en Egypte.

Juin 1973 : Le roi Hussein met en garde les Arabes contre une nouvelle guerre avec Israël.

10 septembre 1973 : Sommet de la réconciliation entre le roi Hussein et les présidents Assad et Sadate, au Caire. Amman rétablit ses relations diplomatiques avec Le Caire dès le 12 septembre, puis avec Damas le 4 octobre.

18 septembre 1973 : La Jordanie décrète une amnistie générale, dont bénéficient 2 500 prisonniers politiques ou exilés, pour l'essentiel palestiniens. Mais en refusant le retour des fédayins dans son pays, le roi continue de s'opposer à l'OLP, soutenue par l'Irak et la Libye.

6 octobre 1973 : L'offensive simultanée de l'Egypte sur le canal de Suez et de la Syrie contre le plateau du Golan, occupé par l'Etat hébreu depuis 1967, marque le début de la quatrième guerre israélo-arabe. Malgré des résultats initiaux prometteurs, cette « guerre du Kippour » s'achève le 24 octobre par une nouvelle défaite des pays arabes. La Jordanie, qui a accepté l'armistice dès le 22 octobre, ne participe pratiquement pas aux combats. Le roi laisse entendre qu'il est prêt à renoncer à son projet d'Etat jordano-palestinien en échange de l'évacuation de la Cisjordanie par les troupes israéliennes. Dans l'immédiat, le pays, dépourvu d'hydrocarbures et fortement dépendant de l'aide étrangère, est durement frappé par les conséquences économiques du premier choc pétrolier : 350 000 Jordaniens, pour la plupart d'origine palestinienne, vont émigrer vers les pays du Golfe, permettant des transferts de fonds qui représenteront près de la moitié du PIB en 1976.

21 décembre 1973 : La Jordanie participe à l'ouverture de la conférence de Genève, boycottée par la Syrie.

Février 1974 : Tandis que se développent de nouvelles tensions internes, essentiellement liées à la forte augmentation du coût de la vie, des mutineries éclatent, notamment dans la caserne de Zarqa. Le 25 février, Hussein signe un décret réorganisant le haut commandement de l'armée, mais le chef d'état-major, le général Zeid Ben Chaker, conserve son poste.

12 mars 1974 : Pour couper court aux rumeurs d'un refroidissement entre les deux pays, le roi Hussein rencontre le président Nixon, et obtient un accroissement de l'aide militaire américaine, qui se montait déjà à 40 millions de dollars annuels. Portée à plus de 100 millions de dollars sur l'année fiscale 1973/1974, qui s'ajoutent à l'aide alimentaire ainsi qu'aux crédits d'assistance technique, elle démontre que le royaume reste tributaire du Trésor américain.

22 octobre 1974 : Hussein renonce officiellement à toute revendication sur la Cisjordanie, admettant que ce territoire pourrait devenir un Etat palestinien indépendant. Il fera procéder, dès le 9 novembre, après le sommet de Rabat où est officialisé son renoncement au projet de « royaume arabe uni » jordano-palestinien, à des amendements d'ordre institutionnel qui consacrent son autorité sur la seule rive orientale du Jourdain. Le nouveau plan de développement 1976/1980 ignorera ainsi totalement la Cisjordanie, en se fixant pour objectif d'assurer la viabilité économique de la Transjordanie en réduisant sa dépendance à l'égard de

l'aide financière étrangère. **26-29 octobre 1974** : Sommet arabe de Rabat. Confirmant la décision prise au sommet d'Alger (26-28 novembre 1973), la résolution finale affirme « le droit du peuple palestinien à établir une autorité nationale indépendante sous la direction de l'Organisation de libération de la Palestine, en sa qualité de seul et légitime représentant du peuple palestinien sur tout territoire palestinien libéré ». L'OLP est ainsi reconnue comme représentant exclusif des Palestiniens et, à ce titre, bénéficiaire des aides publiques des pays arabes à leur profit. Le roi Hussein se résout ainsi à l'indépendance de tout éventuel pouvoir national palestinien par rapport à la Jordanie, mais renoue avec ses pairs arabes. **13 avril 1975** : Début de la guerre du Liban. Elle va durer quinze ans et bénéficier à l'économie jordanienne : de nombreuses entreprises occidentales implantées au pays des Cèdres choisissent en effet de s'établir dans le Royaume hachémite, et le port d'Aqaba profite de la fermeture de celui de Beyrouth pour se développer, avant de tirer parti de l'insécurité qui s'installe dans le Golfe persique à partir de 1979 et, surtout, de 1980, avec le déclenchement de la guerre entre l'Irak et l'Iran. **16 mai 1975** : A l'occasion d'une rencontre avec le président égyptien Sadate, le roi Hussein se montre déterminé à obtenir un retrait israélien total des territoires occupés. **10 juin 1975** : La visite officielle du général Hafez el-Assad en Jordanie consacre le rapprochement des deux pays, qui instaurent une « Haute Commission de coordination » et décident de coopérer dans le domaine militaire. **Février 1976** : Reprise en main politique. Le Parlement, pourtant dissous depuis le mois de novembre 1974, est réuni le 5 février pour approuver un amendement constitutionnel autorisant le souverain à fixer librement la date des élections législatives. Le 8 février, le gouvernement voit ses missions réduites par lettre royale à « édifier les structures sociales et économiques de la Jordanie ». Enfin, l'Union nationale jordanienne, devenue en mars 1972 l'Union nationale arabe, parti unique de 100 000 adhérents, est supprimée : toute activité politique organisée non gouvernementale est désormais interdite. La loi martiale, instaurée en 1967, reste, par ailleurs, en vigueur. **Avril 1976** : Les élections municipales organisées en Cisjordanie voient le succès des groupes palestiniens les plus radicaux, restés hostiles à la couronne hachémite. **22 avril 1976** : Le rétablissement des relations diplomatiques entre la Jordanie et la Libye, rompues depuis 1971, consacre le retour du Royaume hachémite sur la scène arabe. Il se manifeste concrètement par l'envoi d'un détachement militaire jordanien dans le sultanat d'Oman, pour aider le sultan à réduire la rébellion du Dhofar, soutenue par le Yémen du Sud. **17-23 juin 1976** : En visite officielle à Moscou, sur les conseils du Premier ministre Rifaï, le roi Hussein manœuvre pour obtenir les armes anti-aériennes que tardent à lui fournir les Etats-Unis, lesquels s'exécuteront dès le mois de septembre. **13 juillet 1976** : Suite à la démission de Zeid Rifaï, Moudar Badrane, chef du Cabinet royal, est nommé Premier ministre. Agé de 42 ans, juriste de formation, il a dirigé les influents services de renseignement jordaniens de mai 1968 à octobre 1972. Il va diriger les affaires intérieures du royaume jusqu'en décembre 1979, tandis qu'Hussein peut se consacrer à ses objectifs de politique extérieure : poursuite du projet d'union esquissé avec la Syrie, normalisation des relations avec l'OLP, défense des intérêts jordaniens dans le processus diplomatique qui s'est engagé, sous l'égide américaine, pour trouver une solution au conflit israélo-arabe. **9 février 1977** : Disparition tragique, dans un accident d'hélicoptère, de la reine Alia. Epousée en troisièmes noces le 24 décembre 1972, Alia Toukane était issue d'une grande famille palestinienne de Naplouse. Hussein se remariera le 15 juin 1978 à Lisa Najeeb Halaby, née aux Etats-Unis le 23 août 1951, et qui devient ainsi la reine Nour. **7-9 mars 1977** : Confirmation de la réconciliation officielle entre le Royaume hachémite et l'OLP, lors du sommet arabo-africain du Caire. Mais le souverain doit se résoudre à renoncer à représenter un jour les Palestiniens à une conférence de paix, Yasser Arafat défendant l'indépendance et la légitimité acquises par l'OLP sur la scène internationale. **Avril-mai 1977** : Le roi Hussein séjourne un mois aux Etats-Unis, où il multiplie les contacts avec la nouvelle administration du président Jimmy Carter. **13 avril 1978** : Le Parlement, composé du Sénat et de la Chambre des représentants, est remplacé par un Conseil consultatif. Désigné par décret royal sur proposition du gouvernement, il peut également être dissous par le souverain. Seuls y siègent des habitants de la Transjordanie. **17 septembre 1978** : Signature des accords de Camp David entre Israël et l'Egypte, qui déboucheront sur un traité de paix dès le 26 mars 1979. Bien que ne participant pas aux sommets organisés par les pays du « Front du refus », Amman, pressé par l'opinion publique jordanienne, suspend ses relations diplomatiques avec Le Caire. Elles ne seront rétablies qu'en 1984. **Novembre 1978** : Sommet arabe de Bagdad. Les pétromonarchies du Golfe accordent une nouvelle aide économique et financière au gouvernement

jordanien. **1980-1988** : Guerre Iran-Irak. Amman apporte son soutien à Bagdad. A l'occasion de ce conflit, Aqaba devient le débouché maritime privilégié du pétrole irakien, et la ville de Maan, au nord du port jordanien, connaît un rapide essor industriel et logistique. **11 février 1985** : « Accord d'Amman » avec l'OLP en vue d'une résolution pacifique de la question palestinienne dans une perspective d'union confédérale. Il sera abrogé dès 1986. **1985-1986** : Vague d'attentats perpétrés par le groupe Abou Nidal, affilié à la Syrie, contre des diplomates jordaniens, dont trois sont tués et deux autres sérieusement blessés. Alors que, dans les années soixante-dix, la Jordanie avait poursuivi un projet d'unité arabe avec la Syrie, ce rapprochement s'était brutalement interrompu en 1980, avec une forte mobilisation à la frontière qui avait failli déboucher sur des affrontements armés. Hussein rend tout aussi soudainement visite à son voisin oriental, et fait pour douze ans de l'Irak, en guerre contre l'Iran, l'allié arabe principal du royaume. Ces retournements d'alliance illustrent l'un des objectifs tactiques de la diplomatie jordanienne, visant à établir un partenariat privilégié, mais non exclusif, avec l'un des trois pôles du triangle Le Caire-Damas-Bagdad au sein duquel le petit royaume se trouve enserré. **Décembre 1987** : Début de la première Intifada (« soulèvement ») dans les territoires palestiniens occupés par Israël. **31 juillet 1988** : Rupture des « liens légaux et administratifs » avec la Cisjordanie. Prenant acte du soulèvement palestinien dans les territoires occupés et des menaces de Tel-Aviv de mettre en pratique son slogan « La Jordanie, c'est la Palestine ! », le roi Hussein renonce officiellement à la souveraineté jordanienne sur la Cisjordanie, annoncée dès 1974, afin de lever toute suspicion quant à ses visées sur la rive occidentale du Jourdain. Cette décision illustre les principes de la « diplomatie préemptive jordanienne » (Y. Sayigh) : en indiquant clairement que l'Etat jordanien et la Palestine constituent deux entités distinctes, et en l'absence d'un consensus arabe ou d'un appui américain, Amman entend ainsi s'opposer aux visées d'Israël. Et repousser les deux craintes face à la question palestinienne : le transfert pur et simple de population et le Watan al-Balil (la Jordanie comme patrie de substitution pour les Palestiniens). Dès le 15 novembre, le Conseil national de l'OLP réuni à Alger peut proclamer la création d'un Etat palestinien, dont Yasser Arafat est élu président le 2 avril 1989. Mais, pour le royaume, c'est un nouvel aveu d'échec et un revers cuisant, caractérisé par le repli sur l'espace de l'ancien émirat de Transjordanie (soit une assise territoriale réduite à la partie orientale de la vallée du Jourdain et aux plateaux steppiques et désertiques de l'Est), et le début de profonds troubles au sein d'une population composée pour moitié de Palestiniens. **Avril 1989** : Troubles liés à la hausse des prix, notamment sur les produits de première nécessité, provoquant de graves émeutes dans les principales villes du Sud du pays, en particulier à Maan, dont l'activité économique dépendait depuis près d'une décennie de la guerre entre l'Irak et l'Iran. La monarchie hachémite réplique par une stratégie de « défense active » en privilégiant, plutôt que la répression, la voie de la démocratisation partielle. Les élections générales du mois de novembre, les premières organisées depuis 1967, et où les femmes votent pour la première fois, soulignent la montée en puissance des islamistes, qui obtiennent une trentaine de sièges, et confirmeront leur audience croissante lors du scrutin municipal de 1990. **13 octobre 1990** : Fin de la guerre civile au Liban. Le plan de paix, négocié à Taëf et prévoyant à terme le retrait des troupes syriennes du pays, est notamment soutenu par la Jordanie, l'Arabie saoudite et les Etats-Unis. **1990-1991** : Première guerre du Golfe. Contraint d'endosser le sentiment populaire (40 000 Jordaniens volontaires seraient partis combattre dès la première semaine d'août 1990 aux côtés des Irakiens), le roi Hussein affiche sa sympathie pour l'Irak et dénonce l'intervention des Etats-Unis – tout en condamnant l'annexion du Koweït. Mais l'interruption du commerce transjordanien provoque une nouvelle crise économique, aggravée par la nécessité d'accueillir 300 à 400 000 Palestiniens supplémentaires expulsés du Koweït et des pays du Golfe à la suite de la défaite de l'Irak et du soutien apporté par Yasser Arafat à Saddam Hussein. Au bord de la faillite et victime d'un double ostracisme, tant de la part de Washington que des monarchies pétrolières du Golfe, la Jordanie doit finalement se rapprocher encore davantage des Occidentaux, participer à l'embargo décrété par l'ONU sur l'Irak qui constituait l'un de ses principaux partenaires commerciaux et, bientôt, signer avec Israël « un traité de paix qui ressemble fort à une capitulation » (M. Lavergne). **Juin 1991** : Adoption de la Charte nationale, imaginée par le Palais pour encadrer la démocratisation et, notamment, contenir l'islamisme politique. **1991-1992** : Abrogation de la loi martiale, en vigueur depuis 1967. Des lois sur les partis et le multipartisme sont également votées, et le régime de la presse assoupli (1992). Elles témoignent, de même que l'impératif électoral, du « rôle prescrit » à la Jordanie selon les

vues de ses protecteurs anglo-américains : être pro-occidental et partenaire d'Israël au plan extérieur, économiquement libéral et démocratique à l'intérieur de ses frontières. **30 octobre 1991** : Ouverture de la conférence de paix à Madrid, à laquelle la Jordanie participe à la tête d'une « délégation jordano-palestinienne ». **14-24 janvier 1993** : Une campagne de bombardements alliés sur l'Irak, dans les derniers jours du mandat du président américain W. Bush, déclenche de vives réactions dans l'opinion arabe, et notamment en Jordanie. De nouveaux bombardements, visant les services de renseignements irakiens, interviendront en juin. Le royaume est, par ailleurs, régulièrement accusé par ses alliés occidentaux de ne pas contribuer à l'embargo sur l'Irak décrété après la première guerre du Golfe, par défaut de maîtrise de ses frontières. **Mai 1993** : « Affaire du dinar irakien ». La décision du président Saddam Hussein de retirer de la circulation la monnaie courante irakienne ruine de nombreux détenteurs jordaniens qui avaient spéculé sur la fin de l'embargo, dont était attendue une spectaculaire remontée de la monnaie irakienne. **13 septembre 1993** : Accord de paix israélo-palestinien. Ces « accords d'Oslo », consécutifs à la conférence de Madrid, visent au règlement plus général du conflit israélo-arabe. Basés sur l'abandon d'une partie des revendications palestiniennes, et notamment le « droit au retour » des réfugiés, ils sont rejetés par de larges secteurs de l'opinion arabe, d'autant plus que les résultats économiques escomptés, et en particulier la relance de l'emploi, vont rapidement s'avérer des plus décevants. Ils permettent cependant d'envisager la concrétisation d'un traité de paix imaginé par la Jordanie depuis la création de l'Etat hébreu. **Novembre 1993** : Les élections législatives, organisées conformément aux engagements politiques du roi Hussein en 1989, sont marquées par la désignation de 34 membres de la mouvance islamiste sur les 80 sièges à pourvoir à la Chambre. **7 janvier 1994** : Déclaration commune de coordination économique et politique avec l'OLP. **25 juillet 1994** : Déclaration de Washington. Dans la capitale américaine, sous l'égide du président Bill Clinton, la Jordanie et Israël mettent officiellement fin à l'état de belligérance qui était, *de jure*, le leur depuis 1948. **Octobre 1994** : Suite à la mort du mufti de Jérusalem, nominations simultanées de deux grands muftis concurrents, l'un par le roi Hussein, en sa qualité de descendant direct du Prophète, gardien des Lieux saints, l'autre par Yasser Arafat, comme « futur président de l'Etat palestinien ayant Jérusalem pour capitale ». Cette première dans l'histoire de la Ville sainte illustre la permanence de l'opposition des options, jordanienne et « nationaliste », relatives au règlement de la question palestinienne. Une enquête réalisée au même moment par l'Institut de recherches palestinien de Naplouse, auprès d'un échantillon de 1 250 personnes, révèle que 25,4 % des habitants de Cisjordanie se prononceraient pour « une unité complète » avec Amman, et 20,7 % pour une confédération avec la Jordanie, soit un total de 46,1 % contre 52 % de partisans d'un Etat palestinien entièrement indépendant. La rivalité est totale entre Hussein et l'OLP ; elle va être encore accentuée par la paix jordano-israélienne. **26 octobre 1994** : Signature solennelle du traité de paix avec Israël, dans le désert de Ha'arava, à la frontière entre les deux pays. Après quarante-huit années d'état de belligérance officielle avec l'Etat hébreu, la Jordanie est le deuxième pays arabe, quinze ans après l'Egypte, à signer un tel traité avec Tel-Aviv, qui consacre le rôle américain au Proche-Orient. Contre la garantie des frontières israéliennes, le Royaume hachémite obtient l'annulation d'une grande partie de ses dettes contractées auprès des gouvernements américains, britanniques et français, ainsi qu'une vaste coopération économique aux résultats rapidement décevants. **29-31 octobre 1995** : Deuxième conférence économique pour le développement du Maghreb et du Moyen-Orient, organisée à Amman afin de « promouvoir les investissements privés dans la région ». **6 novembre 1995** : Le roi Hussein assiste, aux côtés notamment des présidents américain (Bill Clinton) et égyptien (Hosni Moubarak), aux funérailles du Premier ministre israélien Yitzhak Rabin, assassiné deux jours plus tôt par un jeune sioniste radical. **Novembre 1995** : Adhésion de la Jordanie au « Dialogue méditerranéen », initié en 1994 par le Conseil de l'Atlantique Nord, en vue de contribuer à la sécurité et à la stabilité de la région et d'y promouvoir les objectifs et actions de l'OTAN. C'est au Groupe de coopération méditerranéenne (MCG), créé au Sommet de Madrid en juillet 1997 sous l'autorité du Conseil de l'Atlantique Nord, qu'incombe la responsabilité générale du Dialogue méditerranéen. Et c'est dans ce cadre que la Jordanie, de même que l'Egypte et le Maroc, vont participer à des opérations dirigées par l'OTAN, en Bosnie-Herzégovine (IFOR/SFOR) et au Kosovo (KFOR). Au sommet d'Istanbul du 29 juin 2004, les chefs d'Etat et de gouvernement des pays de l'OTAN inviteront leurs partenaires méditerranéens à intensifier la coopération engagée, notamment en renforçant le dialogue politique avec Israël, en réalisant

l'interopérabilité, en poursuivant la réforme de la défense et en contribuant à la lutte contre le terrorisme. **30 juillet 1996** : « Emeutes du pain », le prix du blé ayant été multiplié par trois dans le cadre d'un programme du FMI, qui impose la rigueur à la Jordanie. Suspension de la session extraordinaire du Parlement. Le retour aux affaires, en mars 1997, d'Abdel Karim al-Majali atteste une nouvelle inflexion autoritaire du régime. **Octobre 1996** : Visite d'Etat du président de la République française, Jacques Chirac, qui prononce une allocution solennelle devant le Parlement jordanien. **1997** : Le royaume compte 4,4 millions d'habitants. Il y en avait 1,4 millions trente ans plus tôt, au lendemain de la perte de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est (1968). Due pour l'essentiel aux réfugiés palestiniens, cette explosion démographique ne s'est pas accompagnée d'un développement économique suffisant : la Jordanie reste totalement dépendante de l'appui étranger. D'autant plus que les retombées économiques attendues du traité de paix avec Israël restent décevantes. S'y ajoute un litige avec l'Etat hébreu, qui remet en cause les accords commerciaux liant les deux pays pour la fourniture d'eau : le gouvernement israélien a, en effet, invoqué le faible niveau des pluies et la demande importante pour envisager la réduction de 60 % de l'approvisionnement de la Jordanie. **13 juillet 1997** : Conférence sur le partenariat euro-méditerranéen à Amman. **Septembre 1997** : Le dirigeant du Hamas Kheled Mish'al échappe à une tentative d'assassinat par des agents du Mossad dans une rue d'Amman. **4 novembre 1997** : Elections législatives. Reposant pour partie sur le boycott de l'opposition, notamment islamiste, le résultat conforte la dynastie hachémite et illustre la prédominance électorale des affiliations tribales, loyalistes et conservatrices. Les échéances électorales, moyen de normalisation politique, deviennent un exercice désormais maîtrisé où le pouvoir entend puiser un renouveau de légitimité. Face à l'intransigeance israélienne, mais sans remettre en cause sa stratégie de paix, le roi cherche ainsi à provoquer puis incarner l'unité nationale. **Janvier 1998** : Manœuvres militaires israélo-turques. Malgré les remous au sein de l'opposition jordanienne (islamistes, nationalistes et progressistes arabes), le roi Hussein y dépêche un officier de liaison. L'alliance du pays avec la Turquie (ainsi qu'avec l'Iran jusqu'à la révolution khomeyniste) remonte au milieu des années cinquante, quand Amman faillit rejoindre le pacte de Bagdad centré sur Ankara. Elle ne s'est jamais démentie, même si elle s'est souvent cantonnée au domaine de la sécurité et de l'échange de renseignements relatifs à la Syrie et à l'Irak. **Décembre 1998** : Madeleine Albright, responsable du Département d'Etat au sein de l'administration Clinton, annonce une nouvelle aide militaire au Royaume hachémite.

Le Royaume hachémite après Hussein (1999-2010)

La disparition, en février 1999, du roi Hussein entraîne l'accès au trône de son fils Abdallah II, né d'une mère anglaise et acquis au camp occidental, après qu'a été mis à l'écart le prince héritier en titre, frère du roi, mais considéré comme moins « sûr » par le protecteur américain... Tout en dénonçant officiellement en 2003 l'agression américaine contre l'Irak, le régime jordanien met discrètement ses bases aériennes à la disposition de l'US Air Force pour bombarder le pays voisin. La Jordanie s'aligne ensuite sur le discours américain à propos de la Syrie et de l'Iran.

7 février 1999 : Décès des suites d'un cancer, dans une clinique américaine, du roi Hussein après quarante-six ans de règne. Son fils aîné, le prince Abdallah, né d'une mère anglaise convertie à l'islam, lui succède à 37 ans, grâce à un rapide « ménage dynastique » organisé le 25 janvier précédent par le limogeage du prince héritier en titre, Hassan, frère du roi. Sous le nom d'Abdallah II, le nouveau souverain va assurer la continuité d'une politique étrangère fondée sur une alliance privilégiée avec l'Amérique et l'Occident, et donc un rapprochement avec Israël, tout en cherchant à renforcer les liens avec les « pays frères » du

monde arabe et, en particulier, la Syrie. Formé par les armées britannique et américaine, Abdallah avait commandé les Forces spéciales du royaume, notamment en charge des opérations anti-terroristes (1994-1996). Promu général de division (Major General) en 1998, il était retourné aux Etats-Unis suivre un cursus de management des ressources militaires au sein de la Monterrey Naval Post Graduate School. Le nouveau roi de Jordanie est un « parfait produit de la culture anglo-saxonne » (L.-J. Duclos).

20 avril 1999 : Déplacement « historique » du nouveau roi de Jordanie à Damas. Le jeune monarque peut séjourner au palais Azem et y revivre symboliquement le séjour damascène de son arrière-grand-oncle Fayçal. Cette visite, qui aboutit notamment à l'annonce de la livraison d'eau syrienne à la Jordanie (effective en mai), illustre l'esquisse d'un nouveau rapprochement avec la Syrie.

20 mai 1999 : Le sommet des pays du G7 adopte le principe d'un allègement de la dette jordanienne, estimée à 6,8 milliards de dollars, soit l'équivalent du PIB du royaume. Il s'agit d'un rééchelonnement, et non d'une réduction des créances, mais ce geste de soutien s'ajoute à l'aide américaine, augmentée exceptionnellement de 100 millions de dollars par un vote du Congrès, le Pentagone annonçant par ailleurs un nouveau soutien technique aux forces armées jordanienes.

Mars 2000 : Visite du pape Jean-Paul II en Terre sainte. Il se rend notamment à El-Maghtas, en territoire jordanien, la fameuse Béthanie d'« au-delà du Jourdain, où Jean baptisait » (Evangile selon saint Jean, I, 28), et où le Christ lui-même se serait fait baptiser. Ce voyage organisé dans le cadre du jubilé de l'an 2000 s'accompagne d'une campagne de constructions hôtelières qui ne suffiront pas à attirer durablement le tourisme religieux.

Fin du 1^{er} semestre 2000 : Démission du Premier ministre Abdel Raouf Rawabdeh, remplacé par Ali Abu Ragheb, chargé de mener à bien les réformes nécessaires au redressement économique du pays.

Août 2000 : Instauration d'une zone de libre échange à Aqaba, sur la mer Rouge. Connue pour sa place forte mamelouke du XVI^e siècle, la grande cité portuaire jordanienne abrite également les vestiges récemment mis au jour de certaines des églises comptant parmi les plus anciennes au monde, dans la mesure où elles datent du III^e ou du IV^e siècle. Les restes d'une bâtisse en brique d'adobe pourraient d'ailleurs être celles de la première église construite dans la région.

28 septembre 2000 : Début de la seconde Intifada, ou Intifada Al-Aqsa, provoquée par la visite d'Ariel Sharon sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem. Cette nouvelle crise entraîne le démantèlement progressif des acquis du « processus de paix » israélo-arabe, confirmé en janvier 2009 par la violente campagne militaire israélienne contre la bande de Gaza, administrée par le Hamas.

2001 : Adhésion de la Jordanie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le pays signe également un accord avec l'Union européenne et un autre avec les Etats-Unis, le 24 septembre, en vue de la création d'une zone de libre-échange. Ces accords s'ajoutent à l'aide financière directe accordée au régime hachémite, principalement par les Etats-Unis, de l'ordre de 200 millions de dollars par an pendant cette période, et qui illustre le soutien sans faille dont bénéficie Abdallah.

Octobre 2002 : Lancement de la politique de préférence nationale « La Jordanie d'abord » (Jordan First), visant à renforcer le sentiment identitaire national et la cohésion sociale du royaume. Elle se manifeste notamment par la multiplication des musées où s'expose l'histoire du pays, dont les racines seraient désormais à rechercher dans les périodes les plus anciennes, en particulier nabatéennes. La priorité ainsi accordée aux intérêts strictement nationaux ambitionne également de contrecarrer la position israélienne, tendant à considérer la Jordanie comme une terre de substitution pour les Palestiniens, et va finalement conduire Abdallah à faire prévaloir les intérêts strictement nationaux sur les questions de géopolitique régionale, en renonçant notamment au « rôle historique » de la Jordanie sur le statut final de Jérusalem.

Novembre 2002 : Nouvelles émeutes dans le Sud du pays, notamment à Maan.

Mars-avril 2003 : Deuxième guerre du Golfe. La courte durée du conflit permet au royaume, qui dénonce officiellement l'invasion – mais a expulsé des diplomates irakiens à la demande des Etats-Unis et accepté la présence officieuse de blindés américains dans l'Est du pays, ainsi que l'utilisation de ses bases militaires pour les bombardements aériens déclenchés par l'US Air Force –, de résister à la forte opposition de l'opinion jordanienne au déclenchement de cette guerre. Encore une fois, le pays parvient à maintenir ses positions, pourtant divergentes, tant sur la scène intérieure qu'extérieure. Mais l'afflux des réfugiés irakiens dans les mois qui suivent fragilise encore davantage la Jordanie, dont la stabilité ne dépend plus que de l'aide financière américaine : elle offre ainsi rapidement sa collaboration au nouveau gouvernement irakien mis en place à Bagdad par les Etats-Unis. En août 2008, Abdallah sera le premier dirigeant arabe à se rendre en visite officielle en Irak depuis l'invasion américaine.

17 juin 2003 : Elections législatives. Le Parlement avait été dissous par le roi en juin 2001, et son renouvellement plusieurs fois reporté depuis novembre 2001. Les islamistes obtiennent vingt-deux sièges (dont dix-sept membres du Front d'action islamique – FAI – proche des Frères musulmans), soit 20 % du Parlement, mais leur progression électorale est contenue : les deux tiers des sièges reviennent aux candidats acquis au souverain. La nouvelle loi électorale, qui remplira également son office en 2007, permet en effet de renforcer le poids des régions rurales, des tribus et des candidats proches du régime, au détriment des zones urbaines (à majorité palestinienne) et au vote d'opposition (à tendance islamiste).

26 avril 2004 : Alors qu'un diplomate américain est assassiné à Amman, les autorités

jordaniennes annoncent à la télévision d'Etat avoir déjoué un attentat chimique préparé par Al-Qaïda et visant les services de renseignements du pays. La cellule terroriste aurait été arrêtée au mois de mars précédent. Huit militants islamistes sont exécutés. Il s'agit de la menace directe la plus sérieuse depuis le début des hostilités en Irak contre la Jordanie, devenue une cible majeure des djihadistes en raison de sa proximité à la fois géographique avec l'Irak et stratégique avec les puissances occidentales et alliées dans la région.

2005 : Réorganisation administrative du royaume. Aux douze provinces existantes sont substituées trois grandes régions administratives (Nord, Centre, Sud).

Février 2005 : La Jordanie tente de renouer avec son rôle de médiateur en participant avec Israël, l'Autorité palestinienne et l'Egypte au sommet de Charm el-Cheikh, portant sur la transition irakienne et le processus de paix au Proche-Orient.

Mars 2005 : Après avoir approuvé la « feuille de route » proposée par George W. Bush le 4 juin 2003 à Aqaba, en vue de maintenir son rôle central dans la résolution du conflit israélo-palestinien, la Jordanie apporte une nouvelle fois son soutien à la position américaine visant à marginaliser la Syrie et l'Iran, vraisemblablement par crainte de la constitution d'un « croissant chiïte » s'étendant de l'Iran au Liban, en passant par l'Irak et la Syrie.

Août 2005 : Attentats terroristes contre des navires de guerre américains au mouillage dans le port d'Aqaba.

9 novembre 2005 : Attentats-suicides contre trois grands hôtels d'Amman (cinquante-sept morts), revendiqués par le Jordanien Abou Moussab al-Zarkaoui, qui va se faire connaître en Irak face aux troupes américaines. Le 4 septembre 2006, toujours dans la capitale, sur le site de l'amphithéâtre romain, un groupe de touristes est pris pour cible par un individu isolé (un mort britannique, cinq blessés). Appuyé par les États-Unis, et face au risque d'éclatement du voisin irakien, le royaume se dote d'une nouvelle stratégie sécuritaire plus offensive, calquée sur le modèle américain des attaques préventives, et augmente de 25 % le budget alloué à la sécurité intérieure.

21-22 mars 2006 : Visite d'Etat du roi Abdallah II en France. Les sociétés françaises sont parmi les plus importants investisseurs en Jordanie.

27 au 30 mars 2006 : 6th International Special Operations Exhibition and Conference (Sofex 2006), sur la base aérienne King Abdullah I, près d'Amman. En visitant longuement cette manifestation professionnelle, Abdallah II entend afficher l'intérêt croissant des autorités jordaniennes pour les enjeux sécuritaires.

19 janvier 2007 : Dans un entretien publié par le quotidien israélien Haaretz, le roi Abdallah II indique que le royaume envisage « de recourir à l'énergie nucléaire à des fins civiles et énergétiques ». Une loi est adoptée en ce sens dès le 22 avril. L'objectif est d'inaugurer, d'ici à 2015, un premier réacteur civil de production d'électricité et de dessalage de l'eau, avec l'aide de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) basée à Vienne. Le pays, qui importe 95 % de ses besoins énergétiques, produit très peu de pétrole et accuse un déficit en eau potable supérieur à 500 millions de mètres cubes par an. Ces nouvelles ambitions énergétiques s'inscrivent dans une tendance plus large de « nucléarisation » de la région, l'Egypte, la Syrie et le Conseil de coopération du Golfe, qui regroupe les monarchies pétrolières d'Arabie saoudite, du Koweït et des Emirats arabes unis ayant déjà annoncé, plus ou moins officiellement, leur volonté de recourir à l'énergie nucléaire à des fins civiles et énergétiques.

Janvier 2007 : La Jordanie participe au Koweït, aux côtés de sept autres pays arabes (en majorité sunnites), à une réunion organisée par les Etats-Unis sur le rôle de l'Iran en Irak, et soutient les objectifs de guerre américains. En mars, l'ONU demande à ses membres d'aider le royaume à faire face à l'afflux de réfugiés irakiens sur son sol.

Mars 2007 : Le roi Abdallah accueille une conférence de relance du plan de paix élaboré sous l'égide de l'Arabie saoudite en 2002. Le président palestinien Mahmoud Abbas, le secrétaire d'Etat américain Condoleeza Rice et le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon y participent. L'initiative de paix arabe prévoit la normalisation des relations entre les pays arabes et Israël, en échange du retrait israélien des territoires occupés depuis 1967 et de la création d'un Etat palestinien dont la capitale serait fixée à Jérusalem-Est. En rencontrant deux mois plus tard, à Pétra, les Israéliens Ehud Olmert et Shimon Peres à l'occasion de la conférence des prix Nobel de la paix, il entend afficher la position incontournable de son royaume dans la résolution des conflits régionaux.

Novembre 2007 : Les élections législatives confirment la majorité acquise à la monarchie.

Janvier 2008 : Décès dans un hôpital d'Amman de George Habache, fondateur du FPLP, qui vivait en exil en Syrie depuis 1957.

8 mai 2009 : Le pape Benoît XVI débute à Amman un voyage d'une semaine en Terre sainte. Il y souligne les efforts du Royaume hachémite en faveur « du dialogue interreligieux » et « d'une juste solution au conflit israélo-palestinien », ajoutant, à l'adresse du souverain, que « la possibilité qu'a la communauté catholique jordanienne de construire des édifices publics de culte est un signe de respect de votre pays pour la religion ».

30 décembre 2009 : C'est encore un sujet jordanien, Humam Khalil Al-Balawi, qui porte l'un des plus rudes coups à la stratégie américaine anti-djihadiste. En se faisant sauter avec

une ceinture d'explosifs, ce médecin travaillant pour les services de renseignements jordaniens décapite la station de la CIA à Khost, le poste avancé de la traque aux responsables d'Al-Qaida à l'est de l'Afghanistan. Un officier jordanien et sept Américains travaillant pour la CIA sont tués, ce qui constitue la pire perte infligée à l'agence depuis 1983.

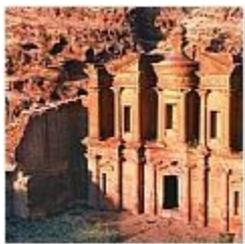
9 novembre 2010 : Les élections au Parlement, boycottées par le Front de l'action islamique, qui a choisi de ne plus être « l'opposition de Sa Majesté » voient la victoire prévue des partisans du trône, mais leur caractère « démocratique » est largement mis en doute et la participation annoncée officiellement (53 % contre 57 % en 2007) est, à l'évidence, majorée pour légitimer un système dans lequel la majorité de la population, d'origine palestinienne, ne se reconnaît guère et qui donne un poids disproportionné aux tribus bédouines qui soutiennent traditionnellement la monarchie hachémite.

Née de la volonté des Britanniques au lendemain de la première guerre mondiale, lors de la malheureuse « reconstitution post-ottomane » du Proche-Orient arabe, la Jordanie peine depuis à trouver sa place régionale et à affirmer sa légitimité dans un environnement constamment conflictuel. Porteurs d'un projet avorté d'unité arabe, les Hachémites se sont rapidement discrédités du fait des liens privilégiés qu'ont établis Bagdad et Amman avec la puissance coloniale anglaise, et l'attitude d'Abdallah, artisan d'un accord avec Israël funeste à l'indépendance palestinienne, a valu à son Etat une hostilité générale, surtout après la révolution, fatale à l'autre souverain hachémite, survenue en Irak en 1958. Totalement dépendante de ses protecteurs anglo-saxons, la Jordanie souffre naturellement d'un déficit de reconnaissance, d'autant que la majeure partie de sa population, d'origine palestinienne, ne peut adhérer au projet politique fondé sur le compromis que le roi actuel entend mettre en œuvre pour faire évoluer le conflit israélo-palestinien. Le régime tente bien d'encourager la construction d'une identité « nationale » jordanienne, mais la tâche est ardue, dans un contexte qui voit le réveil islamique l'emporter un peu partout sur le nationalisme arabe, alors que la tenue d'élections authentiques donnerait sans doute, comme en Egypte, une majorité aux Frères musulmans. La pacification du Proche-Orient et du Moyen-Orient ne paraissant guère probable à court et moyen terme, l'avenir de la Jordanie peut sembler bien incertain, entre un Irak à l'unité menacée et un conflit israélo-palestinien toujours susceptible d'embraser la région.

Les élections de novembre 2010 n'ont pas dissipé les menaces qui pèsent sur la stabilité du royaume. Les apparences démocratiques sont certes sauvées et l'appel au boycott lancé par les islamistes évite d'avoir à compter avec une opposition parlementaire significative. Constatant que l'obtention de réformes politiques par la voie électorale se révèle illusoire, le mouvement islamiste issu des Frères Musulmans peut être tenté par une opposition plus radicale, au moment où les tribus, soutien traditionnel du régime, prennent leurs distances avec lui pour manifester leur déception de ne plus bénéficier des prébendes qui leur étaient généreusement accordées. Leurs représentants reprochent notamment au pouvoir d'accorder trop libéralement la nationalité jordanienne aux Palestiniens venus de Cisjordanie, ce qui peut encourager certains éléments du pouvoir israélien à voir là une justification de leur volonté d'expulser vers la Jordanie les populations arabes demeurées, en Israël et dans les territoires occupés, sous le contrôle de l'Etat juif. L'impasse du processus de paix israélo-palestinien a donc de quoi inquiéter le roi et ses conseillers, prompts à afficher leur volonté de faire respecter les libertés des diverses religions à Jérusalem, notamment au Mont du Temple. Le souverain n'a pourtant guère le choix. Il apparaît en effet étroitement dépendant du bon vouloir de l'allié américain ; Abdallah II a rencontré Barack Obama en janvier 2014 près de Los Angeles. Cette rencontre faisait suite à la visite du président américain en Jordanie en mars 2013 et à celle d'Abdallah à la Maison Blanche un mois plus tard ; les deux pays sont sur la même ligne à propos de la crise syrienne, ce qui vaut également pour les

relations entre la France et le royaume hachémite. Abdallah s'est rendu à Paris en juillet 2012 pour y développer des partenariats économiques mais aussi pour coordonner des réactions communes face à la guerre civile syrienne. La Jordanie a échappé à la déstabilisation née des révoltes arabes entamées en 2010-2011 en Tunisie, en Egypte, au Yémen, à Bahrein, en Libye ou en Syrie mais elle a dû compter, en mars 2011, avec une agitation finalement calmée par l'annonce de la réunion d'une commission de dialogue national, à laquelle l'opposition a finalement refusé de participer. Le roi essaie en fait de répondre à petits pas aux revendications qui se sont exprimées dans la rue mais cette timide ouverture ne comprend ni feuille de route pour les réformes, ni plan de lutte contre la corruption et déçoit les opposants au régime. Les développements de la crise syrienne entamée en 2011 ont vu l'afflux dans le nord du pays de nombreux réfugiés dont l'accueil pose bien des problèmes, malgré l'aide humanitaire apportée par les pays occidentaux ; la Jordanie sert de base arrière pour l'action de l'opposition syrienne dans la région de Deraa mais les succès remportés au printemps de 2014 par les troupes demeurées loyales à Bachar el Assad et la radicalisation islamique de l'opposition inquiètent de plus en plus ses parrains occidentaux et maintiennent beaucoup d'incertitudes quant au proche avenir. La relative stabilité et la paix civile qu'a pu conserver le pays jouent toutefois en faveur du régime, que ses protecteurs anglo-saxons n'entendent pas abandonner, dans la mesure où il constitue leur allié le plus sûr dans un Proche Orient arabe en pleine recomposition.

Découvrir la Jordanie avec Clio



[La Jordanie, Pétra, le mont Nébo, Jerash et la mer Morte](#)

JO 31 - 9 jours

Petit pays à l'identité incertaine, né de la volonté de la puissance anglaise quand celle-ci dominait le Proche-Orient post-ottoman, la Jordanie, donnée alors aux Hachémites, conserve un patrimoine archéologique ... [Découvrir ce voyage](#)



[Les Hauts Lieux d'Israël et de Jordanie, Pétra, Jérusalem, Nazareth, Massada](#)

JO 35 - 11 jours

On ne soulignera jamais assez l'unité et la richesse culturelles des patrimoines jordanien, palestinien et israélien, où s'est inscrit la longue mémoire de la tradition biblique, des origines chrétiennes ... [Découvrir ce voyage](#)

Trésors du Patrimoine mondial



[Jerash](#)

[La Grèce et Rome en Orient](#)

La marque grecque La région de Palestine qui se situe à l'est du Jourdain, de la riche vallée aux proches oasis en bordure du désert, partagea avec ce que les Anciens appelaient la « Syrie c... [Lire l'article](#)



[Kerak](#)

[Forteresse imprenable](#)

La seigneurie d'Outre-Jourdain A l'issue de la première croisade, Godefroy de Bouillon, avoué du Saint Sépulcre, avait distribué fiefs et territoires. Ce fut à son successeur, Baudoin I^{er}... [Lire l'article](#)



[Le mont Nébo](#)

[Et le sanctuaire de Moïse](#)

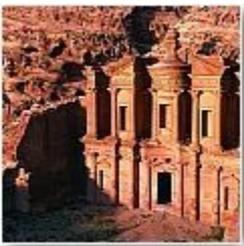
Selon la Bible qui nous raconte l'histoire de l'exode des Hébreux fuyant l'Égypte, Moïse, pour avoir douté de la puissance divine durant le séjour au désert, mourut avant d'atteindre la Terre promise ... [Lire l'article](#)



[Les châteaux du désert](#)

[Ni châteaux ni désert...](#)

Le désert... Les paysages des pays du Levant, une fois franchies les chaînes côtières arrosées par les masses d'air méditerranéennes, se résolvent en une steppe puis un désert ponctué de quelq... [Lire l'article](#)

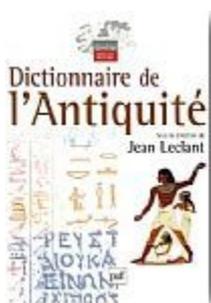


[Pétra](#)

[La cité rose du désert](#)

Les Nabatéens Le voyageur qui aborde le site de Pétra longe d'abord un temps le Wadi Moussa sur les rives duquel il aperçoit déjà quelques-uns des tombeaux creusés dans la falaise. Simples hyp... [Lire l'article](#)

Bibliographie



Dictionnaire de l'Antiquité

Sous la direction de Jean Leclant

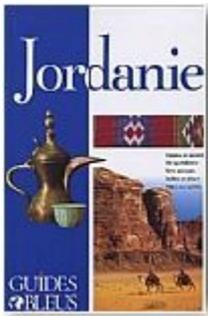
PUF, 2005



Géopolitique de la Jordanie

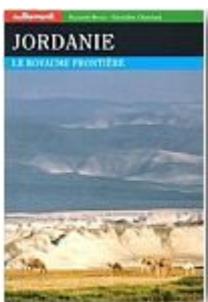
Alain Renon

Complexe, Paris, 1997



Guide Bleu Jordanie

Hachette Tourisme, Paris, 2014



Jordanie : Le Royaume frontière

Ricardo Bocco, Géraldine Chatelard (Sous la dir.)

Autrement, Paris, 2000



Jordanie : vers la construction de la première démocratie arabe ?

Helga Baumgarten

L'Harmattan, Paris, 2004



Karameh, la bataille qui a scellé la fondation de l'OLP

Pierre Razoux

. 2000



La Jordanie : statut prescrit, statut acquis

Louis-Jean Duclos

. Paris, 2002



La Jordanie après Hussein

Louis-Jean Duclos

. Paris, 1999



La Jordanie vue du ciel

Jane Taylor

Al-Vizza Books, Amman, 2003



La paix israélo-jordanienne et le conflit au Proche-Orient

Emad Aouf

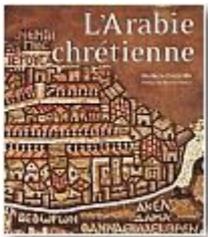
Paris, 1995



La politique étrangère et régionale : héritages, contraintes et inflexions

Alex-Christophe Ange, Alain Moufford

Paris, 1998



L'Arabie chrétienne

Michèle Picardello

Éditions Mergel, Paris, 2002

Préface de Maurice Sarrin



Lawrence en Arabie

Henry Laurens

Éditions Mergel, Paris, 2002



Le système éducatif de l'Arabie Saoudite et le rôle de l'État

Mohamed Elmaghrabi

Paris, 2004



Les éditions de la Sorbonne (L'Esprit) ont le plaisir de vous recommander les ouvrages de la collection CLIO dirigée par...

Directeur de la collection : Alain Moufford

Paris, 2004

